



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES**



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES**

Béatrice Tambwe

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (sociologie)

GRADE / DEGREE

Sciences Sociales - Sociologie

FACULTE, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

**Microcrédit : Outil de développement pour les femmes de Goma en République Démocratique du
Congo**

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

Scott Simon

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

Philippe Couton

Victor Da Rosa

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

Thèse de la Maîtrise

**Microcrédit : Outil de développement pour les femmes de Goma en
République Démocratique du Congo**

Par

Béatrice Tambwe

Département de Sociologie et Anthropologie,

Université d'Ottawa,

Canada, Avril 2010



Library and Archives
Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 978-0-494-69083-3
Our file *Notre référence*
ISBN: 978-0-494-69083-3

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Table de matières

Résumé.....	1
Avant-propos.....	2
Chapitre 1 : Introduction.....	7
Microcrédit.....	8
Pauvreté.....	10
<i>Empowerment</i>	12
Développement.....	14
La théorie socio-anthropologie du changement social.....	15
La théorie de la stratification des rapports sociaux des sexes.....	17
Chapitre 2 : Méthodologie.....	21
La sélection de l'échantillon.....	21
Caractéristiques des femmes.....	23
Méthode de collecte des données.....	24
Questions d'éthiques.....	26
Présentation de la ville de Goma.....	27
Chapitre 3 : Éducation.....	30
Système d'éducation en République démocratique du Congo dans un contexte historique.....	30
Le système d'éducation dans un contexte actuel.....	32
L'importance accordée à l'éducation.....	34
Éducation Primaire.....	35
Éducation secondaire.....	41
Éducation postsecondaire et universitaire.....	42
Conclusion.....	47
Chapitre 4 : Nourriture et Vêtement.....	49

Moyens de subsistance à Goma.....	50
Les denrées alimentaires.....	52
Liens entre les dépenses des aliments et les besoins personnels.....	56
L'importance accordée à la Broderie.....	58
Conclusion.....	63
Chapitre 5 : Santé.....	65
Le système de santé de la RDC.....	67
L'accès au soin de santé à Goma.....	68
Le revenu des femmes et la santé de la famille.....	71
Conclusion.....	75
Chapitre 6 : Logement.....	77
Système de logement à Goma.....	78
L'accès à la propriété.....	78
Achat de la parcelle.....	78
Location de maison.....	80
Location de l'espace du commerce.....	81
Location terrain.....	83
Le programme Habitat pour les membres.....	84
L'aspect positif du programme.....	85
L'autre opinion sur le projet Habitat.....	87
Conclusion.....	90
Chapitre 7 : Conclusion	92
Annexe1.....	110
Annexe 2.....	112
Annexe 3.....	113
Annexe 4.....	114

Annexe 5.....	115
Annexe 6.....	118
Bibliographie.....	119

Résumé

Cette thèse accorde une place importante à la littérature sur le microcrédit qui a contribué dans le domaine du développement en fournissant des informations sur les femmes entrepreneures. Les expériences des femmes de Goma en République Démocratique du Congo affirment que le microcrédit est l'un des moyens par lequel elles peuvent atteindre leur *empowerment* socio-économique. Sur la base de quatre semaines de recherche à Goma, je vise à décrire l'implication de ces femmes dans les microcrédits afin de rendre compte de l'importance qu'elles accordent à des telles pratiques. L'objectif est d'explorer comment l'approche du microcrédit peut être interprétée comme un outil de réduction de la pauvreté. Évidemment, elles sont attirées à faire des petits commerces afin de subvenir aux besoins quotidiens de leurs familles. Ceci contribuera à comprendre cette approche comme un moyen par lequel les femmes trouvent leur propre place dans le développement.

Avant-propos

Je suis devenue familière au concept microcrédit grâce à mon père, Rév. Tambwe Musangelu, consultant auprès de l'ONG Jamii Bora Trust, une institution financière basée à Nairobi au Kenya depuis l'année 1999 et dont le mandat est de réduire la pauvreté des populations des bidonvilles dans les périphéries de Nairobi. Mon beau frère, Charles Lwanga Rurahoze, responsable de l'ONG CECREAM a également travaillé au sein de cette même organisation financière à partir de laquelle il s'est inspiré pour fonder sa coopérative des microfinances pour la communauté de Goma et d'autres communautés ailleurs dans le Nord Kivu. Ma recherche du terrain est limitée sur une population restreinte éparpillée dans trois guichets installés dans trois différents quartiers de la ville de Goma (Siège, Mabanga et Katindo). Le responsable de la CECREAM et les membres administratifs au sein de cette dernière justifient le programme du microcrédit comme un moyen par lequel les membres peuvent sortir de la pauvreté et améliorer le standard de vie de leurs familles. Ainsi, le microcrédit est reconnu comme un outil de réduction de la pauvreté parce que les personnes les plus touchées par la pauvreté peuvent avoir accès à des emprunts non-subsidiaire (emprunt principal) afin de démarrer ou développer une petite entreprise.

Mon intérêt sur le microcrédit pour les femmes de Goma en République Démocratique du Congo, dont je suis originaire, s'est manifesté lors du sommet mondial du microcrédit 2006 à Halifax, en Nouvelle Écosse. Il faut rappeler que plus de 100 pays étaient venus, non seulement, pour célébrer les progrès accomplis, à la réalisation de l'objectif initial du sommet du microcrédit, établi en 1997, mais aussi pour lancer la seconde phase de la campagne qui se terminera en 2015. Dans ce contexte, Il a été

rappelé que plus 1,2 milliards d'humains survivent avec moins de 1\$ US par jour, ce qui peut signifier un seuil de pauvreté, comme nous allons l'observer dans la littérature de celle-ci, et perte de potentiel humain. Ainsi, le microcrédit est reconnu comme faisant partie de la solution face à cette tragédie. Selon Mohammad Yunus, le récipiendaire du prix Nobel 2006, en collaboration avec la Banque Grameen du Bangladesh pour avoir créée des prêts destinés aux pauvres, l'approche du microcrédit remet en question la croyance populaire selon laquelle « on ne peut pas prêter aux pauvres ». Selon le rapport de RESULT Educational Fund (mai, 2006), la Banque Grameen touchait plus de 6.61 millions d'emprunteurs dont 97% étaient des femmes. Évidemment, quand nous faisons une analyse basée sur les rapports des sexes, à partir de ce résultat, nous constatons que comparativement aux hommes, les femmes du Bangladesh constituent une grande catégorie vulnérable à la pauvreté.

Selon Kofi Annan, le secrétaire général des Nations Unies (1997-2006), le microcrédit est, comme cité, « un outil anti-pauvreté crucial, un investissement judicieux dans le capital humain. Lorsque les personnes les plus pauvres, plus particulièrement les femmes, reçoivent un crédit, elles deviennent des intervenantes économiques avec le pouvoir d'améliorer non seulement leur propre vie, mais aussi, dans un cercle plus large, la vie de leur famille, leur communauté et leur nation » (Sommet mondial du microcrédit 2006).

Cette thèse consiste à expliquer la situation des femmes de Goma dans les microcrédits et à examiner les facteurs qui les incitent dans des activités génératrices de revenu. La raison pour laquelle je suis intéressée à travailler avec ces femmes est par le fait que cette région située dans l'est de la République Démocratique du Congo offre des

possibilités des enquêtes du terrain, autrement dit des observations participantes suite à la présence des multitudes des coopératives des microcrédits qui travaillent avec la population locale. Il faut rappeler qu'on peut facilement y accéder à partir des pays tels que le Kenya ou les pays voisins de l'ouest du Congo/Zaire, notamment l'Uganda, le Rwanda et le Burundi.

Avant tout, j'aimerais remercier le professeur Scott Simon, mon directeur de thèse qui m'a aidé à élargir mon champ de vision sur le développement, sans oublier la professeure Ann Denis qui a orienté cette vision vers les rapports sociaux des sexes. Merci également à Patrick Werlen pour son soutien émotionnel et à mes chers enfants Dinan et Tristan pour avoir supporté mon absence à la maison pendant 5 semaines, sans oublier mes parents pour leur encouragement tout au long du processus de cette recherche. Je suis très reconnaissante au responsable de la CECREAM, Mr. Charles. Lwanga Rurahoze pour m'avoir invité à étudier son organisation financière dès la première année de son ouverture et pour avoir organisé mon accueil dans la ville de Goma.

Je suis également reconnaissante envers ma sœur qui m'a hébergé chez elle durant mon séjour dans la ville et pour l'hospitalité de la part des membres de sa famille. J'ai apprécié également la mobilisation de personnels administratifs des deux ONG qui m'ont aidé à étudier leurs clientes. Mes remerciements à Christophe, Aline et Laurence au guichet Siège, Samson Babunga du guichet Mabanga et Laurent Hamuli du guichet Katindo. J'étais impressionnée par l'intérêt qu'ont porté les femmes membres de l'Association Vie Meilleure à ma recherche et le fait qu'elles m'ont permis de les suivre dans leurs activités quotidiennes notamment, à leur domicile, place de commerce et

église. Je remercie également toutes les femmes qui se sont déplacées pour me rencontrer dans le but de participer à mon étude, mais n'ont pas été sélectionnées à cause d'un échantillon limité.

Les obstacles rencontrés au cours de cette recherche sont les gaspillages de temps et d'argent sans oublier les informations erronées de la part de certaines informatrices. Ceci renvoie d'une part, aux annulations du dernier moment parce que l'informatrice à une urgence, deuil ou maladie d'un membre de la famille, d'une connaissance ou d'un voisin, ou encore le mari a refusé la participation de sa femme à l'étude en dernières minutes. D'autres parts, certaines informatrices ont tentés de référer leurs amies qui ne sont pas membres ou clientes des deux ONG étudiées. Certaines informatrices s'attendaient de moi une donatrice potentielle, ou encore bailleur de fond. Elles étaient déçues d'apprendre que j'étais là pour les étudier plutôt que de les aider à augmenter leurs capitaux, ou encore à débloquer des accès à des prêts.

Les moments les plus frustrants étaient de penser constamment à ma propre sécurité tant qu'étrangère dans une région fragilisée par la guerre, depuis la deuxième moitié des années 1990. Mes pensées sont tournées vers les femmes victimes des violences sexuelles que j'ai eu la chance de rencontrer à l'hôpital Doxe et Healing Africa. La présence des forces de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) est partout dans la ville et j'avais l'impression d'être dans une zone de guerre. J'ai également eu des difficultés à m'habituer à des coupures constantes d'eau, d'électricité et l'accès à l'internet très limité. J'étais également obsédée à ne pas être confrontée à des éruptions brusques du volcan vu que la ville de Goma est construite dans les périphéries des Volcans Nyragongo et Namulagira. La culture de la

corruption est un autre défi auquel je devrais faire face car on s'attend à ce que l'on débourse pour le service sensé être gratuit. Le pire est que j'étais parfois exposée aux misères des gens ordinaires qui s'attendaient à ce que je leur donne de l'argent pour nourrir leurs familles. Le moyen de déplacement était un autre dilemme car j'étais considérée comme une étrangère malgré mes origines congolaises et le prix pour la moto était un plus élevé pour moi par rapport aux habitants de la ville Goma. J'étais parfois tentée par la frustration suite au stress relié au travail, sans oublier les crampes à l'estomac à cause des changements du régime alimentaire, la malaria et le standard de vie moins élevé, mais. J'ai surmonté ces défis grâce aux encouragements du professeur Scott Simon.

Chapitre 1

I. Introduction

On trouve actuellement, dans des pays en développement, en l'occurrence ceux du continent d'Asie et d'Afrique, ONG, pour certains et coopératives de crédit pour les autres qui œuvrent dans les microcrédits au nom de la lutte contre la pauvreté. Selon la philosophie de la Banque Grameen (GB), « banque villageoise » dans la langue bengali, le but du microcrédit est d'aider les pauvres qui ne peuvent pas avoir accès au crédit afin d'obtenir un petit prêt. Dans la préface de son ouvrage intitulé *Vers un monde sans pauvreté*, Muhammad Yunus (2006) soutient que le seul but de la GB est d'aider la population de sortir de la pauvreté.

Ceci suscite des critiques de la part du contre courant de cette pratique qui ne voit que des aspects négatifs. Il faut rappeler que l'objectif de cette thèse n'est pas de sillonner les débats au sujet du microcrédit, mais plutôt de l'exposer comme un outil que les femmes de Goma peuvent s'approprier dans le but de lutter contre la pauvreté, atteindre l'*empowerment* socioéconomique afin de trouver leur place dans le développement. Les questions clés soulevées dans le cadre de ma recherche effectuée auprès des femmes de Goma sont : Quelle importance accordent-elles au microcrédit? Comment le comprennent-elles? Comment cette approche intervient dans la réduction de la pauvreté? Comment l'imaginer dans leur *empowerment* socioéconomique? C'est à partir de ces questions que j'interviens avec les concepts clés qui servent de liaison entre le microcrédit et le développement.

II. Cadre conceptuel

a) Microcrédit

Dans la littérature sur le microcrédit, Linda Mayoux (2000) intervient avec les trois principaux modèles de paradigme, notamment financement durable qui met l'accent sur la viabilité des programmes de microcrédit et qui vise principalement la clientèle féminine pour leur rendement élevé en terme de remboursement; l'*empowerment* féministe qui est orienté vers la conscience de genre et l'organisation féministe; et le paradigme de réduction de la pauvreté qui vise les femmes pour leur bien-être ainsi que celui de leur famille entière (Mayoux 2000 :2).

Certains théoriciens soutiennent que le microcrédit permet aux femmes l'accès au crédit et à l'épargne afin de pouvoir générer plus de revenu, ainsi, les programmes microcrédit servent à augmenter l'autonomie des femmes et allègent leur dépendance socioéconomique face aux hommes (Amin, Becker et Bayes, 1998 : 221-222). D'autres maintiennent que cette pratique leur donne confiance et les valorise vis-à-vis de leurs maris parce qu'elles contribuent à augmenter le revenu familial, et cela conduit à des relations équitables dans les maisonnées (Amin, Becker et Bayes, 1998; Hashemi, Schuler, et Riley 1996).

À partir de la philosophie de la GB, les microcrédits sont définis comme des petits prêts octroyés, généralement aux pauvres afin qu'ils entreprennent les activités génératrices de revenus. Pour atteindre cet objectif, la GB octroie des petits prêts généralement aux femmes pauvres afin qu'elles entreprennent des telles activités par le biais de micro entreprises. Il faut rappeler que 97% des emprunteurs étaient des femmes et grâce à ces prêts reçus, elles ont réussi à améliorer leur niveau de vie, être

économiquement indépendantes vis-à-vis de leurs maris et pourvoir la nourriture à leurs enfants (Yunus 2006). Selon l'auteur, la GB remet en question les critères d'évaluation des banques conventionnelles qui rendent difficiles l'accès des prêts aux pauvres, plus particulièrement les femmes (sommet mondial du microcrédit 2006). Il faut aussi noter que l'histoire du microcrédit commence en 1976 à travers un projet- pilote mise sur pied par la cette banque en collaboration avec Dr. Yunus, alors responsable du département d'économie à l'université de Chittagong au Bangladesh.

C'est à partir de cette philosophie que Jamii Bora Trust, une organisation du microcrédit, a été fondée en 1999 sous forme d'une corporation (banque de charité) par Ingrid Munro, une Kenyane d'origine Suédoise. Les bailleurs de fonds sont des investisseurs internationaux des pays scandinaves. L'objectif de Jamii Bora Trust est d'assister à ses membres à sortir de la pauvreté et d'améliorer le standard de vie de leurs familles. C'est dans cette perspective que le microcrédit est reconnu comme un outil de réduction de la pauvreté parce que les personnes les plus touchées par la pauvreté peuvent avoir accès à des emprunts non-subsidaire (emprunt principal) afin de démarrer ou de développer une petite entreprise.

Dans une certaine mesure, le microcrédit est devenu un substitut à la pratique des tontines dans le cadre de lutte contre la pauvreté. La tontine peut être comprise selon Raphaël Nkakleu (2006) comme cité, «la tontine d'entreprise s'inscrit dans la perspective de dynamisme de groupe car elle permet de garantir aux participants une certaine stabilité sociale susceptible de les fidéliser et de favoriser l'évolution nécessaire de leurs compétences» (Nkakleu 2006 : 10).

Ce système est rependu en Afrique Subsaharien et ses participants s'engagent à verser une somme prédéterminée à une fréquence donnée. Les participants d'une tontine s'engagent à verser une somme prédéterminée à une fréquence donnée. Pour chaque tour de versement, un des participants est désigné pour être le bénéficiaire des fonds des autres participants. Deux modes de désignation du bénéficiaire existent: soit il y a tirage au sort avant chaque versement, soit le tirage au sort est fait une seule fois au début du cycle et les participants bénéficient des versements en fonction du numéro qu'ils ont tiré au sort. Lorsque tous les participants ont été bénéficiaires des fonds une fois, le cycle de la tontine est terminée. À la fin du cycle (quand tous les participants ont déjà reçu les versements) un nouveau cycle est généralement entamé. Pour le premier bénéficiaire, la tontine s'apparente à un crédit. Pour le dernier participant, la tontine s'apparente à une épargne. Le nombre des participants à une tontine est en principe connu au début du cycle. Cependant, d'autres membres peuvent rejoindre la tontine avant que tous les anciens participants aient bénéficié des fonds. Dans ce cas, chaque nouvel arrivant donne son épargne à chacun des anciens participants qui ont déjà perçu les versements.

b) Pauvreté

Selon Wolfgang Sachs (1990), la pauvreté avait trouvé un nouveau concept vers la fin des années 60 suite à la déclaration de McNamara en 1973 selon laquelle « Nous devons déraciner la pauvreté absolue vers la fin du siècle. Ceci veut concrètement dire, l'élimination de la malnutrition et de l'analphabétisme, la réduction de la mortalité infantile et la hausse du standard d'espérance de vie au niveau de ceux des nations développées » (Wolfgang 1990 :11). Même si cette déclaration reste utopique dans le discours contre le développement, certains éléments tels que la nutrition, l'alphabétisme

et la santé restent des éléments clés considérés dans le discours de développement au nom de la lutte contre la pauvreté.

Dans le contexte du sommet mondial du microcrédit 2006, la pauvreté est définie comme un dénuement aux besoins quotidiens tels que la nourriture, l'accès au soin de santé, l'éducation, le logement et l'eau potable (Sommet mondial du microcrédit, 2006). Sen (2000) la conçoit comme un obstacle à la liberté instrumentale qui est considérée comme moteur du développement. Selon l'auteur, le caractère instrumental de cette liberté est la capacité d'échapper à la famine, à la malnutrition, à la morbidité évitable et la mortalité prématurée (Sen 2000 :46). À partir de la conception de Kabeer (2005), la pauvreté est définie comme cité :

« La pauvreté se manifeste par un dénuement matériel, mais ses causes s'enracinent dans les relations de pouvoir qui déterminent la répartition des ressources matérielles et symboliques les plus valorisées dans la société. Ces relations places les hommes, les femmes et les enfants pauvres en position de subordination et de dépendance par rapports à ceux et celles qui possèdent un accès privilégié à ces ressources. En plus de subir un dénuement matériel, les pauvres sont aussi donc dépourvus de pouvoir » (Kabeer 2005 :211-212).

La conception de la pauvreté peut être interprétée sous un paradigme interprétatif selon Chambers (1995). Selon ce dernier, il existe dans chaque pays, un rapport social à la pauvreté. Dans ce contexte, il propose une approche compréhensive de la pauvreté à partir des sondages sur les réalités vécues et en tenant compte de ses dimensions telles que les infériorités sociales en termes de classe social, du groupe social ou de l'emploi. Dans cette perspective, il soutient comme cité «la réalité des pauvres est locale, complexe, diverse et dynamique» (Chambers 1995 :173). À partir de cette perspective nous comprenons que la pauvreté renvoie au manque des nécessités ou de besoin matériel et du revenu.

c) *Empowerment*

Selon Yann Le Bossé (2003), la notion d'*empowerment* ne renvoie pas encore à un cadre conceptuel très précis. L'auteur nous propose l'idée de la traduire par l'expression « appropriation » par le fait que cette dernière semble reposer sur la volonté d'illustrer le rôle central des personnes concernées par le changement. Dans les dictionnaires de langue française, le terme appropriation est défini comme « action de s'approprier », pour sa part, le terme s'approprier est défini comme « s'attribuer, se donner la propriété de ». Dans ce sens, l'appropriation est la capacité de prise en charge du changement par les personnes elles-mêmes. Le concept d'*empowerment* est diversifié dans la littérature lorsqu'il s'applique au genre et chaque auteur le définit de sa manière. Puisque ce concept n'a pas de définition claire, mon cadre analytique appuiera, d'une part, sur sa perspective féministe selon le modèle de Mayoux (1998) qui l'aperçoit comme cité :

« *Empowerment* est un processus de changement individuel interne (le pouvoir en), d'augmentation des capacités (le pouvoir de) et la mobilisation des femmes et des hommes quand c'est possible (le pouvoir avec), dans le but de mettre en cause et de changer la subordination liée au genre (le pouvoir sur)» (Mayoux 1998 :4).

Et d'autre part, Je tiendrai compte de certains éléments complémentaires que nous propose Kabeer (2005) afin de pouvoir enrichir son application sur les femmes dans le microcrédit. Selon l'auteur, ce même concept renvoie à la capacité réel d'actions que l'on pourrait nommer « pouvoir de choisir »; des ressources que l'on pourrait appeler le « pouvoir d'avoir »; et des réalisations que l'on pourrait associer au « pouvoir sur » ou au « pouvoir en ».

Hofmann et Marius-Gnanou (2005), le décrivent comme l'acquisition du droit de la parole et de la reconnaissance sociale (Hofmann et Marius-Gnanou 2005 :196). La conception de ce terme pour Guérin et Palier (2005) pourrait, prendre deux tendances, comme cité, « Celles qui plaident pour une conception neutre du processus d'*empowerment*, et celles qui font un processus intrinsèquement politique et conflictuel. Les premières tendances considèrent la prise de conscience de ses droits, de les exercer et de les concrétiser grâce à un cadre constitutionnel. Pour les secondes, ce processus est conflictuel dans la mesure où il implique une contestation et une modification des rapports de pouvoir existant dans une société » (Guérin et Palier 2005 : 175-176).

Aradhana Parmar (2003) défini *empowerment* comme un processus de découvrir une force interne donnée, agence, et la capacité d'influencer le changement au sein des institutions. Dans ce sens, il soutient que le concept n'est pas « le pouvoir sur », mais plutôt, « le pouvoir avec » ou à « l'intérieur », le précédent signifie, une force collective et une solidarité, ainsi que la reconnaissance potentielle qu'un groupe peut agir comme agent de changement, pendant que pour le dernier, il y a la confiance, la conscience de l'affirmation des capacités individuelles et de l'agence, ainsi que la disposition de mettre cette agence dans l'action (Parmar 2003 : 463-474).

Tableau 1 : Différentes formes d'empowerment¹.

<i>Empowerment social</i>	<i>Empowerment économique</i>	Capacity-building
<ul style="list-style-type: none"> • Statut égale, participation et pouvoir de prise de décisions des femmes au niveau du ménage, de la communauté et du village, • Dépassement des barrières sociales, culturelles et religieuses pour atteindre un statut égalitaire et une reconnaissance des femmes, • Participation et pouvoir de décisions accrues dans les institutions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleur accès aux ressources financières en dehors des ménages, • Baisse de la vulnérabilité des femmes par rapport aux situations de crise comme les famines, • Augmentation des revenus propres des femmes et du pouvoir de l'utiliser comme elles veulent, • Accès et contrôle égal sur les autres ressources du foyer, • Indépendance financière des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure connaissance en termes de santé d'éducation et des droits légaux, • Augmentation de l'alphabétisation, • Meilleures compétences en matière de communication et de « leadership », • Auto assistance et aide mutuelle.

Source : Palier 2001

d) Développement

Selon Sachs (1990), le développement est un concept vide car il permet à toute invention d'être sanctifiée au nom d'un objectif supérieur, l'évolution. Le développement suggère qu'on juge les autres mondes en fonction de ce qui leur manque et il fait obstacle à la richesse des alternatives indigènes qui pourrait être une source d'aspiration (Sachs 1990 :7). C'est à partir de cette conception que cette thèse va incorporer la théorie de la

¹ . Source : Palier, 2001, à partir de www.tamilnaduwomen.org

socio-anthropologie du changement social de Jean-Pierre Olivier de Sardan, et celle de la stratification des rapports sociaux de sexe de Rae Lesser Blumberg afin d'analyser l'implication des femmes de Goma dans les microcrédits.

i. La théorie socio-anthropologie du changement social

Cette théorie intervient dans les analyses du microcrédit comme un outil de changement dans le sens où le développement de femmes peut être compris sous une dimension de l'*empowerment* socioéconomique. Ceci renvoie à la capacité qu'ont les femmes de s'approprier du microcrédit, entreprendre les activités génératrices des revenus et améliorer les conditions des vies de leur famille. Qu'est-ce qu'Olivier de Sardan dit au sujet de développement? Selon ce dernier, le développement c'est avant tout un objet d'étude, ainsi il le définit comme:

« Un ensemble de processus sociaux induits par des opérations volontaires de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs, extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant une tentative de greffe de ressources, et / ou techniques et / ou savoirs. Il y a eut du développement du fait qu'il y a eut des acteurs et des institutions qui se donnent le développement comme objet ou comme but et y consacrent du temps, de l'argent et de la compétence professionnelle. Dans cet univers se forme tout un cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsable d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chef de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou gèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables» (Olivier de Sardan 1995 :7).

Les éléments clés du développement qui nous intéressent dans le cadre de cette thèse sont les savoirs techniques populaires et les savoirs technico-scientifiques, les agents de développement, les courtiers locaux du développement et la rente de développement. En ce qui concerne les savoirs techniques populaires et savoirs technico-scientifiques, les premiers sont localisés, contextualisés, empiriques et ils se transmettent par le biais de la

pratique dans le cadre des relations personnelles. L'exemple des sociétés songhay-zama (Mali, Niger) démontre comment le paysan transmet son savoir par la pratique. Les seconds sont standardisés, uniformisés et formalisés. Ces savoirs sont induits de l'extérieur et leur culture est alimentée en particulier en Europe par un siècle et demie de scolarité généralisé et très généralement absente dans les campagnes africaines (Olivier de Sardan 1995 :147).

Pour ce qui est des agents de développement, Olivier de Sardan (1995) propose que le développement sous sa forme opérationnelle (que ce soit par l'activité des services techniques ou par le biais en général privilégié de « projet ») transite par des agents de développement de terrain, qui constituent l'interface incontournable entre un « projet » et ses « destinataires ». Dans ce contexte, ces agents de développement varient selon leurs domaines d'intervention et leurs compétences c'est parfois aussi selon les modes, ou les doctrines. Dans le secteur de la santé, ils peuvent être des agents de la santé primaire, les infirmières, ou des conseillers agricoles dans ce qui concerne le développement rural, ou encore des agents d'alphabétisation et éducateurs dans le domaine de l'éducation. En ce sens, il soutient que tous ces agents « de terrain », au-delà de leurs compétences techniques fort différentes offrent quelques caractéristiques communes (Olivier de Sardan 1995 :154). En ce qui concerne les courtiers locaux de développement, se sont des acteurs sociaux impliqués dans une arène locale qui servent d'intermédiaires, des possesseurs, des *go-betweens*, des médiateurs qui jouent un rôle stratégique d'intermédiaires dans la mesure où les flux au développement peuvent être assimilés à une rente. Selon Oliver de Sardan, il existe une typologie des courtiers notamment, des réseaux confessionnels, des cadres

originaires d'une localité, des mouvements culturels/ethniques et des paysans. Ainsi, il les présente comme :

«Des représentants de la population locale vis-à-vis des structures d'appui et de financement extérieur. Dans un cadre de projet de développement, ils représentent les porteurs sociaux locaux de projets. Ces courtiers sont reliés directement et régulièrement à des partenaires européens ou nord-américains qui sont des bailleurs de fonds » (Olivier de Sardan 1995: 160-161).

Finalement, la rente au développement selon l'auteur, est une rente externe qu'on essaie de la capter et de la tirer vers les destinataires de ces projets sous une conditionnalité, qui est de faire des comités. Ces derniers peuvent être composés d'un groupement de personnes selon le mode de sélection. Selon l'auteur, parmi les pays du Sud, les pays africains sont dans la conjoncture actuelle, ceux qui dépendent le plus de l'aide extérieur, proportionnellement à leurs ressources propres. Certains pays assistés peuvent être identifiés comme des États rentiers. Il mentionne également que cette rente de développement transite par des réseaux d'intermédiaires nationaux qui ne se confondent pas avec des appareils administratifs et politiques classiques.

ii. La théorie de la stratification des rapports sociaux des sexes

L'importance accordée à la théorie de la stratification des rapports sociaux des sexes telle que proposée par Blumberg (1995) est le fait qu'elle peut nous expliquer comment les femmes interviennent dans le développement. L'auteur soutient que les femmes produisent économiquement la richesse pour le bien-être de leur propre famille. Elle analyse les revenus contrôlés par les femmes par rapport à ceux des hommes au niveau micro (la maisonnée), et au niveau macro, l'état nation ou encore au niveau mondial. Selon l'auteur, les femmes contribuent à la production de la richesse et de bien

être de leurs familles ainsi que de leurs nations dans la mesure où les transformations dans l'économie mondiale au cours du dernier siècle ont amplifié la nécessité de gagner le revenu pour survivre, et ont en même temps de renforcer la capacité des femmes à produire un revenu (Blumberg 1995 :3).

Dans un contexte de femmes de Goma dans le microcrédit, les questions qu'on pourrait poser sont comment le microcrédit est relié à leur revenu? Comment le dépensent-elles? Pour répondre à ces questions, explorons ce que Blumberg (1995) soutient à propos de revenu sous contrôle de femmes.

Les hypothèses soutenues dans cette théorie stipulent qu'un surplus de revenu sous contrôle des femmes améliore leur confiance, leur mot à dire dans des décisions du ménage pour ce qui a trait à leur fertilité et des décisions économiques (les achats, ventes ou allocations de ressources majeurs), des décisions domestiques (éducatives des fils et des filles), ainsi que leur voix sur les options de la vie (le mariage, divorce et la liberté de mouvement). En plus, il est supposé que les hommes dépensent leur revenu différemment par rapport aux femmes. Ces dernières pourvoient plus aux obligations familiales, autrement dit, aux dépenses des ménages. Elles ont tendance à garder un peu d'argent pour elles-mêmes afin de dévouer ou dépenser plus sur la nutrition, la santé et l'éducation des enfants. Ce qui est important dans ce contexte est de voir comment l'auteur associe la formation du capital humain à la notion de développement. Ceci renvoie à une liaison entre ce qu'elle identifie comme première chaîne qui est celle de la production de revenu, et la seconde, qui renvoie à l'éducation des filles et des fils. Ce lien est le moyen par lequel les femmes contribuent à la production de richesse et au bien être de la nation (Blumberg 1995 :7). Les analyses de Moffat et Stuart (1991) soutiennent les hypothèses

maintenues dans cette théorie à travers les approches IFD et GED, parce que les priorités des femmes en termes des obligations familiales sont, en effet, leurs besoins quotidiens. Ces derniers peuvent être exprimés en termes du revenu, nourriture, santé, logement et éducation des enfants, et à partir du moment où ils sont satisfaits, les conditions de vie des femmes peuvent être améliorées.

L'hypothèse de départ est que les femmes ont la capacité de s'approprier le microcrédit, entreprendre des activités génératrices des revenus, améliorer les conditions des vies de leur famille et trouver une place dans l'économie marchande. Ceci le mène vers l'*empowerment* socioéconomique. C'est à partir de cette perspective que cette thèse va aborder les raisons qui incitent les femmes dans des pratiques des microcrédits et comment les revenus générés de leurs commerces sont dépensés. Tout d'abord, le deuxième chapitre va esquisser la méthodologie adoptée dans le cadre de cette recherche. Le troisième chapitre portera sur la nécessité d'éduquer les enfants comme une des priorités des femmes bénéficiaires des microcrédits. Le quatrième chapitre sera consacré au besoin de nourrir toute la famille et les besoins personnels des femmes comme des raisons principales qui les incitent à entreprendre des activités génératrices des revenus. Le cinquième chapitre sera consacré à la santé, en mettant l'accent sur le besoin relié aux soins médicaux comme facteur parmi d'autres qui expliquent l'implication de ces femmes dans le microcrédit. Le besoin en logement et la divergence d'opinions sur le programme Habitat de la CECREAM seront abordés dans le sixième chapitre. Enfin, le septième va principalement porter sur la conclusion et l'interprétation des résultats, en exposant les différentes positions sur les concepts clés dans la littérature sur le

microcrédit, ainsi que la divergence d'opinions sur l'approche du microcrédit telle qu'adoptée par la CECREAM.

Chapitre 2 : Méthodologie

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette recherche est qualitative par triangulation. Selon Denzin (1978) dans Berg (2004), investigation par cette méthode est composée des multiples plutôt que des simples observations du même objet. Quant à la théorie de triangulation, elle se compose des multiples plutôt que des simples perspectives par rapport au même ensemble d'objets (Berg 2004 :5-6). C'est dans ce contexte que je suis allée à Goma en automne 2009, pour une durée d'un mois, afin de pouvoir effectuer une recherche sur vingt-sept femmes pratiquantes des microcrédits au sein de l'ONG CECREAM et de l'Association Vie Meilleure. À partir de ce nombre, j'ai effectué des entrevues individuelles sur la base des observations participantes avec de douze femmes, dont huit d'entre elles sont membres de la CECREAM et quatre autres de l'Association Vie Meilleure. J'ai également recueilli des informations à partir de trois différents focus group composés de cinq femmes chaque. Deux de ces groupes sont composés des membres de la CECREAM et un autre de ceux de l'Association Vie Meilleure. J'ai, également, effectué des entrevues avec le responsable de l'ONG CECREAM et deux agents administratifs dont une femme et cliente au sein de cette ONG.

I. La sélection de l'échantillon

La stratégie utilisée pour collecter les informations est principalement basée sur l'échantillon non probabiliste par quotas et par effet boule de neige. Selon Berg (2004), dans ce type d'échantillon on suppose que la distribution des caractéristiques à l'intérieur de la population est égale. C'est ce qui fait que le chercheur ou la chercheuse croit que

n'importe quel échantillon serait représentatif et que les résultats, par conséquent, seront exacts.

L'auteur soutient qu'en adoptant pour l'échantillon par quota, le chercheur ou la chercheuse peut souhaiter utiliser les caractéristiques sociodémographiques telles que le statut matrimonial, l'âge, l'éducation ou tout autres attributs afin de créer et d'étiqueter chaque couche ou élément qui doit être inclus dans son échantillon. Autrement dit, il s'agit de sélectionner les individus de façon «accidentelle», mais en tentant d'atteindre des quotas préalablement définis sur la base des caractéristiques de la population à l'étude. Cette méthode convient le mieux dans la sélection de femmes étudiées dans le cadre de ma recherche à Goma par le fait qu'elles sont réparties dans deux ONG différents dont le nombre de membre est disproportionnel. Ceci justifie le choix de dix huit femmes membres de la CECREAM et neuf autres de l'Association Vie Meilleure. De ce nombre total d'informatrices, soit vingt sept, quatorze font les petits commerces et treize autres sont des entrepreneures professionnelles, c'est-à-dire qu'elles font des commerces profitables. Il y a également une informatrice qui est recrutée parce ce qu'elle est à la fois cliente et membre du personnel au sein de la CECREAM et une autre, cliente et collaboratrice pour ce même ONG.

En ce qui concerne l'échantillon par boule de neige, selon Berg (2004), c'est une autre méthode non probabiliste qui est efficace si on veut repérer les sujets à l'étude sur la base d'une certaines caractéristiques spécifiques. Dans ce type d'échantillon, appelé aussi échantillon par réseau, les individus sont sélectionnés en fonction de leurs liens avec un « noyau » d'individus. On se base par exemple sur les réseaux sociaux, les amitiés et les relations pour recruter des nouveaux sujets. Ceci renvoie au fait que, grâce à un premier

informateur ou à une personne ressource, le chercheur ou la chercheuse trouve l'accès au prochain. J'ai également opté pour ce type d'échantillon parce qu'à un certain moment, il m'était impossible d'atteindre certaines femmes qui devraient aussi répondre à ma critère de sélection. Dans ce contexte, j'ai été référée une femme et cliente de la CECREAM par une autre, une de l'Association vie meilleure par une autre appartenant à cette même ONG, et une entrepreneure professionnelle par une autre.

II. Caractéristique des femmes

Cette recherche tient compte de caractéristiques sociodémographiques des informatrices telles que, le statut matrimonial, l'âge, l'appartenance religieuse et le niveau d'éducation. D'autres facteurs, notamment le nombre d'années au sein de leur organisation financière, les types d'activités qu'elles entreprennent, les produits qu'elles commercialisent et le nombre des personnes sous leur charge dans la maisonnée, indiquent le profil des femmes étudiées. Voici un aperçu des cas qui représentent les caractéristiques des informatrices. Notons qu'elles sont identifiées par des noms fictifs pour des raisons d'éthiques.

Fatuma

Elle est une femme mariée âgée de quarante trois ans et de la confession religieuse musulmane. En ce qui concerne son niveau d'éducation, elle n'a fait que trois années d'études secondaires. Elle est membre de l'organisation financière CECREAM depuis deux ans, et est propriétaire d'un restaurant. Elle a quatorze personnes sous sa charge, en plus elle fait partie des entrepreneures professionnelles.

Sémile

C'est une veuve âgée de trente huit ans, et elle est de religion protestante. Cependant, elle n'a jamais été sur le banc d'école. Elle est aussi membre de la CECREAM depuis deux ans. Elle est une vendeuse ambulante, et elle fait un petit commerce de lait qu'elle vend de porte à porte.

Amélie

Elle est une célibataire âgée de seize ans de religion protestante. Elle a trois années d'études primaires et est membre de la CECREAM depuis une année. Elle fait le petit commerce d'arachide et de poisson (fretin) qu'elle vend à la rue.

Maman active

Elle est une veuve âgée et a vingt huit ans. Elle s'identifie de témoins de Jéhovah et a six années d'études secondaires. Elle est membre de l'Association Vie Meilleure depuis une année et dix huit mois et fait partie des catégories des vendeuses de rue. Elle fait le commerce de poisson et a sept personnes sous sa charge.

Cécile

Elle est une femme mariée âgée de quarante quatre ans, et de la confession catholique. Elle a fait trois ans d'études au secondaire. Elle est aussi membre de l'Association Vie Meilleure depuis deux ans. Elle propriétaire du magasin et fait du commerce profitable, c'est-à-dire, vente en gros. Elle fournie des denrées alimentaires aux détaillants. Il y a huit personnes sous sa charge.

III. Méthode de collecte des données

Les données sont collectées à partir des entrevues individuelles, les entretiens des groupes et les observations participantes. La première étape consistait de faire des entrevues avec le représentant et responsable de la CECREAM ainsi que deux membres administratifs au sein de cet ONG. Les questions posées portaient sur l'importance du programme microcrédit pour les membres, en l'occurrence les femmes. Je visais obtenir une description concrète et détaillée des femmes bénéficiaires de microcrédit. Toutefois, il m'a été difficile d'atteindre le personnel de l'Association Vie meilleure car il y travail à temps partiel parce qu'il a d'autres occupations en dehors de cette dernière.

Quant aux observations participantes, elles sont faites sur le trois différents focus groupes. Ces derniers sont composés de cinq femmes chaque. Pour ce qui est de la sélection des participantes, l'un de groupe m'a été référé par le responsable de la CECREAM et deux autres ont été stratégiquement sélectionnés par moi-même. Les femmes ont été observées à partir des trois guichets de leurs ONG situé dans la ville de Goma, notamment le guichet de Katindo, Mabanga et celui du siège social. Les observations sont faites sur la base d'un groupe par jour. Ceci a permit d'avoir des discussions informelles avec les différentes informatrices (par exemple, les expériences des femmes de deux ONG, des débutantes et des professionnelles dans les microcrédits) sur les questions qui touchent leurs activités entrepreneuriales et financières (financement de démarrage).

Les entrevues individuelles sont faites avec d'autres femmes sélectionnées à l'extérieur de ces groupes. À cette étape, les données sont principalement collectées sur une population de douze femmes, membres de deux ONG, réparties en toutes les catégories d'âge (jeunes et âgées), les femmes mariées, célibataires, veuves, celles qui

font des petits commerces, les entrepreneures professionnelles, les débutantes dans les micros entreprises et les femmes qui sont actives dans l'administration au sein de cette ONG. J'ai également fait une entrevue par jour avec chacune des recrutées et les questions sont en général larges et ouvertes, ce qui a donné l'occasion au sujet d'exprimer abondamment son point de vue. A cette étape les femmes étaient suivies dans leurs activités quotidiennes notamment les lieux de commerces et sociales (activités commerciales, situation matrimoniale et responsabilités sociales et religieuses). Les techniques de base pour la collecte des informations sont la prise de notes et la photographie.

IV. Questions d'éthiques

Ces questions touchent l'anonymat des informatrices, la confidentialité des informations, la participation volontaire à la recherche et la récompense. Pour ces raisons de confidentialité et de sécurité, seuls les noms fictifs, pseudonymes sont utilisés. Aucune donnée ne relèvera l'identité des participantes. Pour assurer la confidentialité des réponses, les informations fournies sont gardées à un endroit secret au a mon domicile, en tant que chercheure, ainsi que dans le bureau du directeur de projet pour une durée maximale de dix ans et seront détruites après cette période. J'ai assuré que les informations fournies ne seront utilisées qu'à des fins de publication et de recherche. Seule, moi-même, la chercheure, et mon directeur de thèse ont accès à ces informations. La participation à la recherche est volontaire et les participantes étaient libres de se retirer en tout temps, et/ou refuser de répondre à certaines questions, sans subir de conséquences négatives. Une récompense de 2\$ a été offerte à chaque participante. La recherche a eu lieu pendant quatre semaines, du début à la fin du mois de Novembre 2009.

Ville de Goma

Goma est une ville de l'est de la République démocratique du Congo Située à environ 1 500 mètres d'altitude dans la vallée du Rift, et qui est bâtie en bordure et au nord du lac Kivu sur les anciennes coulées de lave issues de la chaîne volcanique des Virunga, et principalement sur celles du volcan Nyiragongo qui la domine de près de 1000 mètres à 20 km plus au nord. Selon la légende, la ville doit son nom au volcan éteint autour duquel elle s'est installée, le mont Goma, qui lui-même doit son nom au mot swahili « ngoma » qui signifie « tambour », dénomination due à sa forme et, peut-être, à la résonance particulière des lieux. Le cratère du mont Goma, envahi par les eaux du lac Kivu avec lequel il communique, abrite le port de la ville fréquenté quasi exclusivement par la navette, fret/passagers, Goma/Bukavu. Situé dans la province du Nord Kivu, elle couvre une superficie de 75,72 Km carré, soit 7572 ha, et sa population en 2004 était 249 862 habitant. La langue officielle est le français pendant que la langue nationale est Kiswahili. Ville frontalière, elle côtoie Giseni à l'est, petite ville dans l'ouest du Rwanda.

Image 1.



La ville de Goma, en République Démocratique du Congo



Chapitre 3 : Éducation

Le rapport de l'UNESCO sur le taux d'alphabétisme des personnes de 15 ans et plus démontre dans les pays des Grands Lacs que les hommes sont plus alphabètes par rapports aux femmes. Pour le cas du Congo/Zaire, sur 67% de la population totale adulte alphabète, 81% sont des hommes et 54% des femmes (UNESCO, 2006). Il faut rappeler que ces pays étaient sous la colonisation belge, et que le système colonial a renforcé l'autorité patriarcale existante en Afrique. Ce système peut être vu comme une source des inégalités dans les rapports hommes/femmes à travers le système d'éducation. Ainsi la scolarisation et la formation des femmes ont été délaissées par les autorités coloniales en faveur de celle des hommes (Sow 1986 et 1987; Boserup 1983). Par conséquence, ces pays éprouvent des difficultés à intégrer les femmes sur le marché du travail, et en même temps, elles se retrouvent dans une situation de la dépendance économique face à aux hommes qui sont leurs maris, au péril de leur autonomie, ou encore, elles se retrouvent dans des situations de pauvreté.

C'est dans ce contexte que ce chapitre va aborder dans un premier temps, le système de l'éducation dans un contexte historique, par la suite dans un contexte actuel, et l'importance accordée à l'éducation des enfants. Par la suite, je vais explorer chacun des niveaux d'éducation notamment, le primaire, le secondaire et postsecondaire et comment les femmes s'y impliquent grâce à leurs commerces.

I. Système d'éducation en République démocratique du Congo dans un contexte historique.

La République Démocratique du Congo a un système d'enseignement proche de la Belgique ancien pays colonisateur. Selon Mafikiri Tsongo (2009), à l'indépendance en 1960, le Congo dispose d'un réseau d'enseignement primaire, secondaire et supérieur insuffisamment dispersé sur tout le territoire, et tenu par les missionnaires (catholiques et protestants). L'enseignement moyen comprend actuellement trois niveaux : niveau maternel, primaire et secondaire. Le niveau maternel comprend trois ans, l'enseignement primaire (de six à douze ans) comprend six années de formation de base qui sont sanctionnées par un certificat d'études primaires et le cycle « secondaire » se divise en deux fois et en trois orientations comme suit: Les deux premières années sont dites « inférieures » les quatre autres « supérieures » appelées « Humanités ». Le cycle secondaire offre actuellement, trois orientations, à savoir: l'humanité générale qui prépare à la formation supérieure et universitaire, des humanités techniques qui peuvent conduire à un métier et préparent également à l'enseignement supérieur technique et universitaire, des humanités dites « modernes » (techniques, scientifiques, commerciales) et des humanités « professionnelles » qui conduisent à un métier souvent octroyée par un diplôme ou un brevet professionnel. Ce diplôme offre le choix aux études dites « supérieures » (enseignement non universitaire-entre trois et cinq ans) ou « universitaires » (trois années de graduat (baccalauréat), deux et plus d'années de licence, suivies d'un doctorat).

Le niveau supérieur et universitaire comprend plusieurs catégories d'institutions supérieures d'enseignement : Institutions d'enseignement supérieur (pédagogique, techniques) et il existe, actuellement plus de 400 institutions de ce genre. Plus de 226 universités dont la majorité ont été créées après 1997 avec le renversement de régime de

Mobutu et les différents gouvernements rebelles. Quand la guerre éclata en 1996, une grande partie du réseau scolaire fonctionnait difficilement. Cette situation aura un effet dévastateur sur l'enseignement à l'Est de la République Démocratique du Congo, par conséquent, le système scolaire n'est plus contrôlé entièrement par un ministère unique. Parce qu'il existe également la création de plusieurs écoles privées à tous les niveaux, les enseignants sont rarement payés (Tsongo 2009).

II. Le système d'éducation dans un contexte actuel

Lors du Forum mondial sur l'éducation 2006 à Dakar, l'éducation a été reconnue comme un droit fondamental de l'homme, la clé du développement et d'une paix durables entre et dans les pays. Ainsi, les pays participants se sont donné les objectifs suivants :

« Développer et améliorer sous tous leurs aspects de la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés ; Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles et les enfants en difficulté et appartenant aux minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme ; Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante et pour l'exercice d'une citoyenneté active ; Améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ; Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2015 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base efficace et de qualité ; Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante » (Forum mondial sur l'éducation 2006).

C'est dans ce contexte que Sen (2000) considère la liberté qui découle de l'alphabétisation tout comme le caractère instrumental de la liberté est le moteur du

développement (Sen 2000 :46). La théorie de la stratification des rapports sociaux des sexes de Blumberg (1995), accorde également une place importante à l'éducation par le fait qu'elle l'associe au revenu contrôlé par les femmes. En analysant une partie de ses hypothèses, cette théorie stipule qu'un revenu sous contrôle des femmes améliore leur pouvoir décisionnel dans le ménage en ce qui concerne l'éducation des filles et des fils. Dans ce sens, elle considère que l'éducation est un capital humain qui est associée au développement et au bien être de la nation (Blumberg 1995 :7). C'est dans cette perspective que j'ai voulu savoir l'importance accordée à l'éducation des enfants lors des mes recherches à Goma auprès des femmes impliquées dans les microcrédits. Pourquoi l'éducation des enfants est une de priorités de ces femmes ?

Lors de notre entretien avec le responsable de la CECREAM en Novembre 2009, celui-ci m'a informé de l'importance accordé au prêt d'étude qu'il considère comme une entité importante du programme de microfinance parce que le système d'éducation est payant à Goma, comme partout en République Démocratique du Congo, à partir de l'école maternelle et jardin jusqu'à l'université. Ceci explique la privatisation d'un grand nombre de ces écoles avec une qualité d'enseignement préférée par rapport aux institutions scolaires gérées par l'État. Certaines femmes ont parlé de l'importance accordée aux frais scolaires dans les priorités de dépenses. Le rapport de l'UNESCO sur le système d'éducation en République Démocratique du Congo démontre, pour l'année 2009, que la durée de scolarité obligatoire est de huit ans, l'âge du début de scolarité obligatoire est de 6 ans et l'âge de la fin de scolarité obligatoire est de treize ans (Rapport de l'UNESCO 2009). Ceci s'applique à toutes les provinces du pays, y compris le Nord Kivu dont la ville de Goma est la capitale économique.

III. L'importance accordée à l'éducation

L'analphabétisme et le niveau d'éducation moins élevé peuvent être analysés comme obstacles pour les femmes de Goma dans le secteur formel de l'emploi, et ceci explique la présence de certaines femmes dans le secteur informel de l'économie à travers les microcrédits (De Soto 1989). Le cas d'une des mes informatrices âgée de 38 ans qui j'ai donnée un fictif de Sémile démontre les barrières reliées au manque d'éducation formelle car elle a avoué que si elle se retrouve dans la pauvreté, c'est-à-dire, le fait de ne pas subvenir aux besoins de sa famille, c'est parce qu'elle n'a jamais été sur le banc d'école. Sur les vingt-sept femmes participantes à ma recherche, dix-huit d'entre elles ont identifié le besoin relié au frais scolaires des enfants comme un facteur déterminant qui les incite à entreprendre les activités génératrices de revenus.

Le certificat d'école primaire mène normalement aux études du cycle secondaire. Il peut également, dans certains cas, orienter vers l'école professionnelle qui est équivalent à l'école du métier. Ce dernier peut offrir une formation en couture spécialisée et les élèves peuvent obtenir un brevet d'étude cycle court qui leur permet d'entrer sur le marché de l'emploi. Les écoles professionnelles ou des métiers offrent également une formation en technique de coupe et couture pour les filles et d'autres se spécialisent dans la mécanique et vise une clientèle masculine. L'importance accordé au diplôme d'étude secondaire est le fait qu'il permet au bénéficiaire soit d'entrer sur le marché de l'emploi, notamment à la fonction publique ou dans le domaine de l'enseignement primaire, ou soit encore de poursuivre avec les études postsecondaires (université ou institut supérieur). Ces types d'études mènent souvent aux emplois les mieux payés ou à occuper les postes

importants au niveau de la fonction publique ou à des professions libérales dans le domaine juridique (juriste, avocat) et celui de la médecine.

Le fait que les femmes peuvent avoir accès au crédit et à l'épargne afin de pouvoir générer plus de revenu, qui vont contribuer à l'éducation des enfants, explique la place qu'elles occupent dans le développement. Ainsi, en intervenant avec la théorie de socio-anthropologie de changement social, nous pouvons constater qu'elles sont en effet, les actrices dans le processus de développement et du changement de tout un milieu social. Cela peut également être appuyé par l'une des hypothèses de la stratification des rapports sociaux des sexes selon laquelle si les revenus des femmes contribuent à l'éducation des fils et des filles, elles sont intervenantes pour le bien-être de leur famille et de leur nation.

IV. Éducation Primaire

Le rapport UNESCO 2009 démontre également que l'âge d'admission au pré-primaire est de trois ans ainsi que la durée d'études avant le primaire, et nous remarquons également que l'âge d'admission au primaire est de six ans. Les statistiques pour l'année 2001 illustrent également que la durée d'études au primaire est de six ans. Formellement, on peut accepter ces déclarations, par ailleurs, j'ai eu l'occasion de visiter une école primaire de Goma créée et dirigée par le conjoint d'une de mes informatrices et cliente de la CECREAM, fictivement prénommée, Wany. J'ai remarqué, dans cette école, la présence de certains élèves plus âgés, qui avaient dépassé la durée moyenne des études du primaire. Selon cette informatrice, ce cas est fréquent surtout pour les élèves dont les parents n'ont pas la possibilité de payer les frais scolaire par trimestre comme le système en place l'exige.

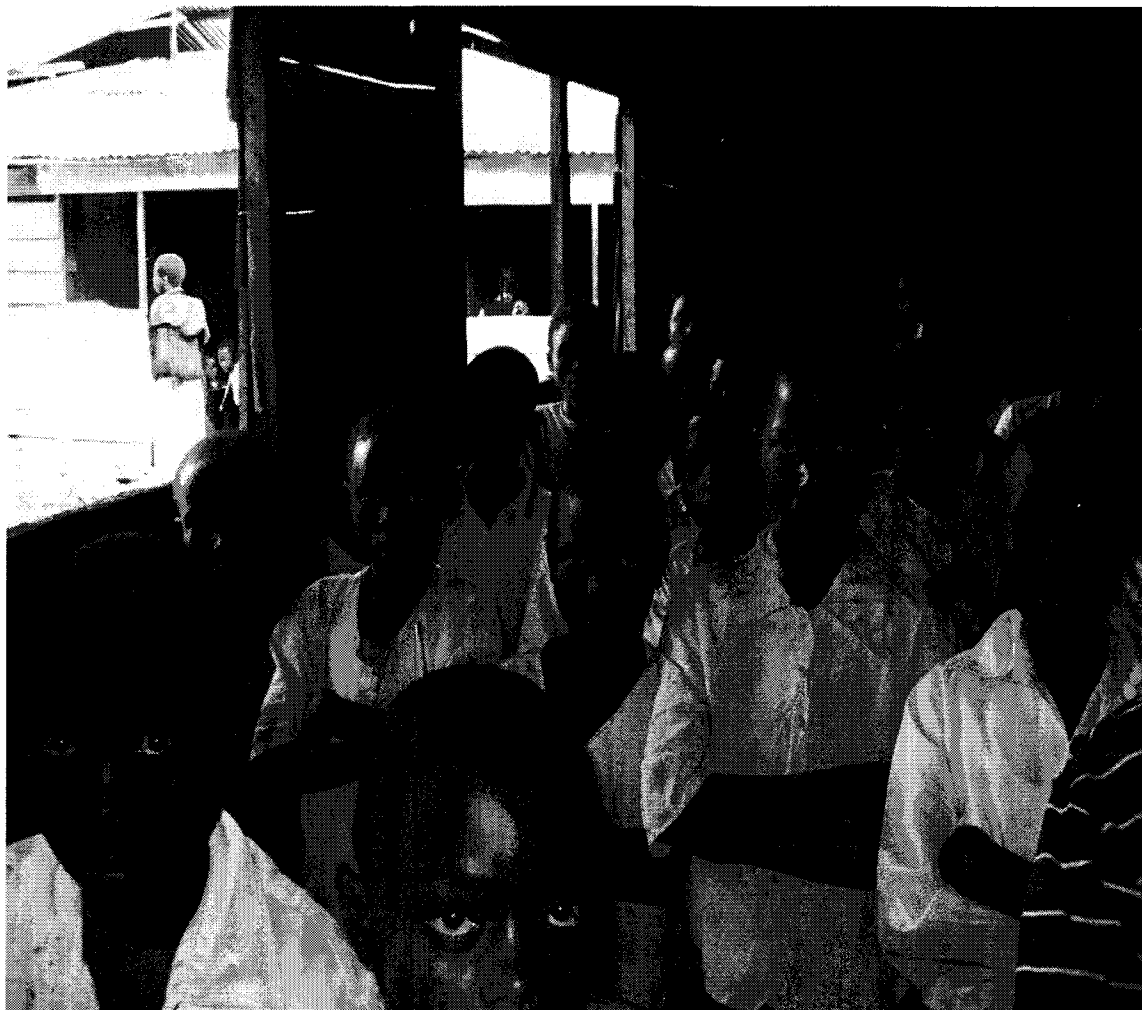
Dans certains autres cas, les parents n'ont pas d'autres choix que de retirer les enfants de l'école pour les garder à la maison pendant l'année scolaire et pour les retourner une autre année, ce qui explique le retard important chez certains élèves à l'école primaire. Pour venir en aide à certaines familles qui n'ont pas des moyens pour payer les frais scolaires des enfants, cette école a instauré un système qui permet à ces familles d'envoyer leurs enfants à l'école de l'après-midi à coût modique et parfois gratuit. Ce cas s'applique également aux enfants d'une des clientes de la CECREAM à qui j'ai donné un prénom fictif de Caroline. Elle a une fille de quatorze ans qui est encore en 6^{ème} année primaire et ses trois autres enfants qui ont bénéficié de ce système d'aide à l'éducation des enfants instaurés dans cette école grâce à ses liens avec Wany. Mais, on doit également noter que les ressources sont très limitées dans des classes d'après midi avec un nombre triplé d'élèves, comparativement à celles de l'avant midi qui en détiennent un nombre limité parce que les coûts sont respectivement de 30\$ US par trimestre pour les élèves inscrits au primaire, et la somme de 50\$ pour ceux inscrits au secondaire, tels qu'imposé par l'école. En plus les enseignants donnent leurs temps gratuitement. Il faut noter que le dollar américain est la monnaie couramment utilisée à Goma comme partout Congo, et les gens préfèrent moins le Franc Congolais à cause de la dévaluation.

Image 2.



La classe de la 4^{ème} année primaire 2009, d'une des écoles primaires de Goma.

Image3.



La classe de la 4^{ème} année primaire 2009, d'une des écoles primaires de Goma.

Selon Caroline :

« J'ai une fille de quatorze ans qui est encore en 6^{ème} primaire par manque de moyen parce que je ne pouvais pas l'envoyer à l'école chaque année. Avant, elle était aux études quand j'avais les moyens, et restait à la maison quand je manquais d'argent de minerval. C'est grâce à ma voisine Wany que j'ai adhéré à la CECREAM et j'ai eu accès au prêt de 50\$ pour faire le petit commerce de boissons gazeuses. Le petit profit ne me permet pas de laisser mes enfants à l'école régulièrement mais c'est grâce à ma voisine que mes enfants peuvent continuer à étudier, mais j'espère aussi sur le prêt scolaire de la CECREAM dans l'avenir».

Dans le cas de Geneviève, ses enfants ne bénéficient pas de l'école gratuite, ni le prêt scolaire, mais elle a obtenu un prêt de 100\$ qui lui a permis de monter une petite boutique devant sa maison et elle soutient également comme cité :

« Si je me suis mis dans ce commerce c'est pour subvenir aux besoins de ma famille, et l'éducation de mes enfants en fait une priorité ».

Pour Julienne, le microcrédit est important parce qu'elle parvient à payer les frais scolaires des enfants grâce aux profits générés de son petit commerce. Selon cette dernière :

« J'ai des grands enfants qui sont à l'école secondaire et je ne peux pas compter sur mon mari pour les frais scolaires ».

Le cas de Véronique, vendeuse des beignets et emprunteuse de 12\$, reflète l'image de la famille identifiée comme pauvre par le fait de ne pas subvenir aux besoins de toute sa famille, et les frais scolaires des enfants ne sont pas une priorité.

Ces femmes rencontrées font partie de cinq clientes de la CECREAM avec qui j'ai eu un deuxième entretien de groupe. Elles ont parlé de l'importance d'instruire les enfants car l'avenir de toute la famille en dépend et dans certains cas, par manque de moyen financier, comme le démontre le cas de Caroline, on donne priorité aux études d'enfants plus âgés pendant que les plus jeunes restent à la maison. On pratique le système d'alternance selon lequel les précédents peuvent étudier une année et les suivants chôment et vis-versa. Contrairement au groupe précédent, le cas de Karine, une cliente de la CECREAM avec qui j'ai eu une entrevue individuelle démontre que son commerce

d'habits prêt à porter lui permet de payer les frais scolaires pour ses enfants y compris ses frères et sœurs. Lors de notre entretien elle a mentionné :

« Je suis orpheline de mère et mon père ne s'occupait plus de mes frères et sœurs depuis qu'il a épousé une autre femme. J'ai des enfants en 1^{ère} et 3^{ème} secondaire et en 3^{ème} et 4^{ème} primaire. Je suis également responsable des études de mes frères et sœurs ».

De même que pour Silvie, une des informatrices avec qui j'ai eu une autre entrevue individuelle, elle a mentionné comme suit :

« En tant que membre de la CECREAM, mes épargnes sont encore bloquées sur mon compte et je n'ai pas encore reçu les prêts de la part de mon organisation financière. Je fonctionne avec mon capital de 500\$ dans le commerce du carburant, essence, pétrole, mazoute et l'huile de moteur, et j'ai un profit journalier de 25\$ ».

Alors, j'ai posé la question de savoir sur les priorités dans ses dépenses sur ce profit, elle m'a répondu comme cité :

« Cet argent va servir à couvrir mes besoins et ceux de mes enfants comme le minerval pour éviter qu'ils sont renvoyés à la maison »

Ceci reflète également le cas des femmes de l'Association Vie Meilleure avec qui je me suis entretenue dans le cadre d'une discussion de groupe, dont la majorité a des enfants à l'école primaire. Ces femmes vendent des épices et poissons au bord de la rue proche de leur guichet identifié Mabanga. Elles disent que l'éducation de leurs enfants fait partie d'une des raisons qui les motivent à faire les petits commerces. Selon le cas d'une des informatrices, qui m'a introduit auprès des membres de son association et dont le nom fictif de Remercianne :

« Si je fais ce commerce c'est parce que je suis la seule pourvoyeuse de ma famille après la mort de mon mari il y a deux ans; j'ai 4 enfants qui partent encore à l'école primaire et je dois m'assurer que les frais scolaires doivent être payés à temps afin d'éviter qu'ils soient expulsés de l'école. Je suis très motivée dans ce commerce et tous les jours, je me réveille à 5:30 du matin pour aller au lac afin d'acheter les poissons frais auprès de pêcheurs pour les revendre au détail. Le profit tiré sert à payer la nourriture, les frais scolaires des enfants et les soins médicaux ».

Si ce besoin relié à l'éducation primaire des enfants reste un accomplissement pour certaines femmes entrepreneures, dans d'autres cas, c'est l'éducation secondaire qui est considérée comme l'une des raisons qui les incite dans des microcrédits.

V. Éducation secondaire

Lors de mon premier entretien avec un groupe cinq femmes, nous avons abordé le sujet sur leur implication dans les commerces de poissons salés, connu sous forme de « makayabu ». C'est dans ce contexte que j'ai voulu savoir comment ces dernières dépensent leurs argents et, comme observés dans les cas précédents, elles m'ont répondu que les revenus tirés de leurs commerces servent aux besoins du ménage et des frais scolaires ou minerval des enfants. L'une des femmes qui était plus bavarde par rapport aux autres et qui semblait parler au nom du groupe m'a répondu :

« Nous ne pouvons pas compter sur nos maris pour les besoins scolaires des enfants, minerval (frais scolaire) et fournitures scolaires. Nous sommes devenues les chefs des familles car le commerce des poissons nous permet de payer le minerval, la nourriture, les soins médicaux, l'habillement et le logement. Ces besoins dépendent de nos activités commerciales».

Émilienne, une femme entrepreneure a mentionné :

« J'ai onze personnes sous ma charge, mes garçons sont à l'Université de Goma, mes autres enfants sont à l'école secondaire et c'est grâce à ce commerce que je tiens le coup. Mon mari est fonctionnaire de l'État et son salaire est de 40\$ qu'il le reçoit avec beaucoup de retard. Nous tenons le coup grâce au programme du microfinance de la CECREAM, qui nous offre la possibilité d'emprunter de l'argent pour faire le commerce ».

J'ai eu également une entrevue individuelle avec Faïda, membre de la CECREAM, et bénéficiaire du microcrédit pour son magasin où elle travaille à temps partiel. Elle reflète une réussite dans le programme de prêt selon le responsable de son organisation financière et certains membres du personnel. Elle fait partie de la catégorie de mamans commerçantes réputées de Goma par la taille de son commerce. Elle est propriétaire d'un magasin des vêtements et des produits alimentaires en plein centre ville et elle a mentionné que même si son mari est médecin et qu'il couvre la majorité des dépenses familiales, les profits générés de son entreprise servent à couvrir les frais scolaires des enfants. Elle a quatre enfants inscrits dans une école privée et c'est grâce à son commerce qu'elle arrive à payer les frais scolaires pour ses enfants ainsi que les uniformes et les accessoires scolaires. Pour ce qui est des frais de scolarité pour un élève de secondaire, selon ces informatrices, il faut au moins 50\$ par trimestre et par enfant. La majorité d'entre elles ont dit d'avoir plus de trois enfants qui sont à ce niveau scolaire et c'est à grâce à leur commerce qu'elles arrivent à les maintenir sur le banc d'école.

VI. Éducation postsecondaire et universitaire

La ville de Goma compte actuellement quelques établissements d'enseignements postsecondaires, connus sous forme d'instituts supérieurs et deux grandes universités dont l'une est publique, l'université de Goma (UNIGOM) et l'autre est privée, l'université libre de pays des grands lacs (ULPG). J'ai eu l'occasion de visiter cette dernière lors de mon séjour à Goma en Novembre 2009. Notons que ces universités forment des élites de la province du Nord Kivu dont les députés et les juristes. Il coûte en moyenne 400\$ par année pour étudier à cette dernière et 150\$ pour étudier dans un établissement universitaire public. Quelques femmes de la CECREAM avec lesquelles je

me suis entretenue ont je me suis entretenue m'ont dit d'avoir leurs enfants dans l'un ou l'autre de ces établissements postsecondaires et qu'elles parviennent à leur payer des frais scolaires grâce à leur commerce. La question que l'on pourrait poser est quelle place occupent les études des enfants dans les dépenses du ménage? Quelle est l'importance accordée aux études postsecondaires?

Pour la plupart des femmes rencontrées, le fait d'envoyer les enfants aux études c'est une forme d'investissement à long terme. Pour ces femmes, les dépenses liées aux besoins scolaires des enfants sont aussi importantes que celles liées à la santé ou à la nourriture des enfants. Ceci reflète le cas d'une des informatrices, une restauratrice, avec qui je me suis entretenue à son lieu de travail. Ma première impression était sur le nombre élevé de jeunes filles qui l'aident au travail et celles-ci sont ses filles et belles filles pendant que ses garçons fréquentent l'université. Pour cette femme, les études de ses garçons sont très importantes car à leur tour, ils auront l'obligation d'aider d'autres membres de la famille dès qu'ils termineront leurs études qui leur permettront de décrocher des bons emplois.

Le cas des femmes vendeuses des poissons salés (makayabu), avec qui j'ai eu ma première discussion de groupe représente une réussite car elles n'ont pas mentionné la préférence dans l'éducation des enfants. Par contre, elles ont mentionné l'importance accordée à l'éducation des enfants, peu importe le sexe, et qu'elles sont satisfaites de les voir tous faire leurs études. Selon le responsable de la CECREAM, ces femmes sont le moteur de son organisation financière car leur prêt initial était élevé à 2000\$ comparativement au montant de l'emprunteur moyen qui est de 200\$. Ce dernier soutient également que le prêt élevé rapporte plus d'intérêts dans la coopérative. Il allait de soi

que ces femmes se sont distinguées des autres clientes de leur ONG par le type de commerce qu'elles entreprennent et la taille de la marchandise qu'elles vont chercher à la frontière du Nord-Kivu avec l'Ouganda. Il faut noter que ces poissons sont consommés pas seulement à Goma, mais dans toute la province du Kivu. Elles ne sont pas des vendeuses ambulantes ou des vendeuses de rue, elles occupent un espace dans un entrepôt du marché central avec d'autres femmes de leur niveau. Elles ne sont pas des vendeuses au détail, elles vendent en gros et les acheteurs viennent de partout dans la province. C'est la raison pour laquelle elles appartiennent à la catégorie de mamans commerçantes. Ces dernières sont connues au Congo comme les femmes entrepreneures qui importent leurs marchandises de l'étranger.

Image 4.



Les vendeuses des poissons salés « makayabu », au marché central de Virunga.

Étant donné la taille du commerce de ces dernières et le montant du prêt qu'elles avaient été octroyées, je voulais savoir pourquoi elles avaient besoin de plus de capital. Pourquoi elles veulent toujours financer leur commerce via microcrédit? L'une des femmes qui était la plus bavarde par rapport aux autres et qui semblait parler au nom du groupe prit la parole pendant que je prenais la note et disait comment elles sont devenues chefs des maisonnées car le minerval (frais scolaire), le syllabus, compris comme accessoire scolaire pour les étudiants universitaires par les femmes, la nourriture, les soins médicaux, l'habillement et le logement dépendent de leurs activités commerciales. Bien que certaines de ces femmes ont dit avoir des maris au chômage, c'est-à-dire qu'ils sont sans emplois rémunérés, d'autres d'entre elles ont mentionné qu'elles ne peuvent pas compter sur leurs maris fonctionnaires dans les institutions publiques parce qu'ils sont impayés pendant plusieurs mois. D'ailleurs, elles m'ont proposé de leur trouver des bailleurs de fonds au Canada qui voudraient travailler avec leur organisation financière. Pour ces femmes, le commerce leur permet de pourvoir à leur famille, ce qui est vu comme un prestige dans la société. Elles m'ont mentionné également qu'elles prennent charge des frais scolaires de leurs jeunes frères. Le tableau suivant 3.1, à la page suivante, indique le nombre total d'enfants des clientes des deux ONG inscrites à des différents niveaux d'études. Sur vingt-sept femmes rencontrées, deux femmes n'ont pas d'enfants aux études comme c'est le cas d'Amélie, une jeune célibataire et cliente de seize ans, membre de la CECREAM qui vit avec ses frères aînés, et celui d'une femme nouvellement marié et cliente membre administratif de ce même ONG. Nous constatons que les membres de la CECREAM ont des enfants qui fréquentent les études à tous les

niveaux et la plupart des membres de l'Association Vie Meilleure ont des enfants au niveau de l'école primaire.

Le tableau 3.1 : Les niveaux d'éducation des enfants de membres (N=25)²

Niveaux	CECREAM	AVM	TOTAL
Préprimaire	8	6	14
Primaire	24	18	42
Secondaire	20	6	27
Institut supérieur	3	0	2
Université	6	0	6
Total	61	30	91

Ceci pourrait être expliqué par l'âge de membre et la taille du commerce des femmes (Voir Annexe 1 et 2). Le tableau suivant nous donne un aperçu sur les femmes de deux ONG participantes à la recherche qui dépensent leurs revenus générés pour payer les frais scolaires des enfants avec ou sans le soutien des conjoints.

Le tableau 3.2 : Les femmes qui payent les frais scolaire avec ou sans le soutien des conjoints (N=25)³

ONG	Avec soutien	Sans soutien
CECREAM	4	12
AVM	2	7
Total	6	21

² Nombre total des femmes qui ont des enfants aux études préprimaire, primaire, secondaire et postsecondaire.

³ Nombre total des femmes qui payent les frais scolaires des enfants avec ou sans soutien du conjoint.

En examinant ce tableau nous remarquons que la majorité des femmes membres des deux ONG prennent en charge les frais de scolarité de leurs enfants sans soutien de leurs maris. Pour celles qui sont aidées par les conjoints, cela s'explique par le fait que soit, ils sont partenaires de leurs femmes dans les commerces de celles-ci, soit encore les enfants fréquentent l'école où ils enseignent ou travaillent ou soit encore, certains occupent des emplois aisés comme expliqué dans le cas de Faïda, dont le mari est médecin et couvre la grande partie de frais scolaire des enfants. Pour celles qui payent seules les frais de scolarités des enfants, elles ont dit avoir des maris qui sont, soit au chômage ou soit encore des fonctionnaires avec des salaires irréguliers et insuffisants pour combler les besoins du ménage.

V. Conclusion

Nous avons vu, tout au long de ce chapitre, que les femmes accordent une importance à l'éducation des enfants à tous les niveaux, du moins pour celles qui peuvent se le permettre. Ceci est l'une des raisons principales qui les incitent dans la pratique du microcrédit afin de pouvoir faire des petits commerces ou de développer des petites entreprises. C'est dans ce contexte que le microcrédit leur permet l'accès au prêt et l'utilisation de l'argent pour payer les études et d'autres besoins liés à la scolarité des enfants. Pour confirmer l'hypothèse, le fait que les femmes consacrent leurs revenus générés à l'éducation des enfants et que les hommes ne sont pas ou plus en mesure de le couvrir seul ou ne parviennent plus à le faire, peut laisser voir une dimension du microcrédit comme un outil d'*empowerment* pour les femmes par le fait qu'il se place dans la transformation des rapports de pouvoir dans un contexte socioéconomique. C'est

dans cette perspective qu'elles peuvent être considérées comme des actrices du changement ou de transformation d'un milieu social.

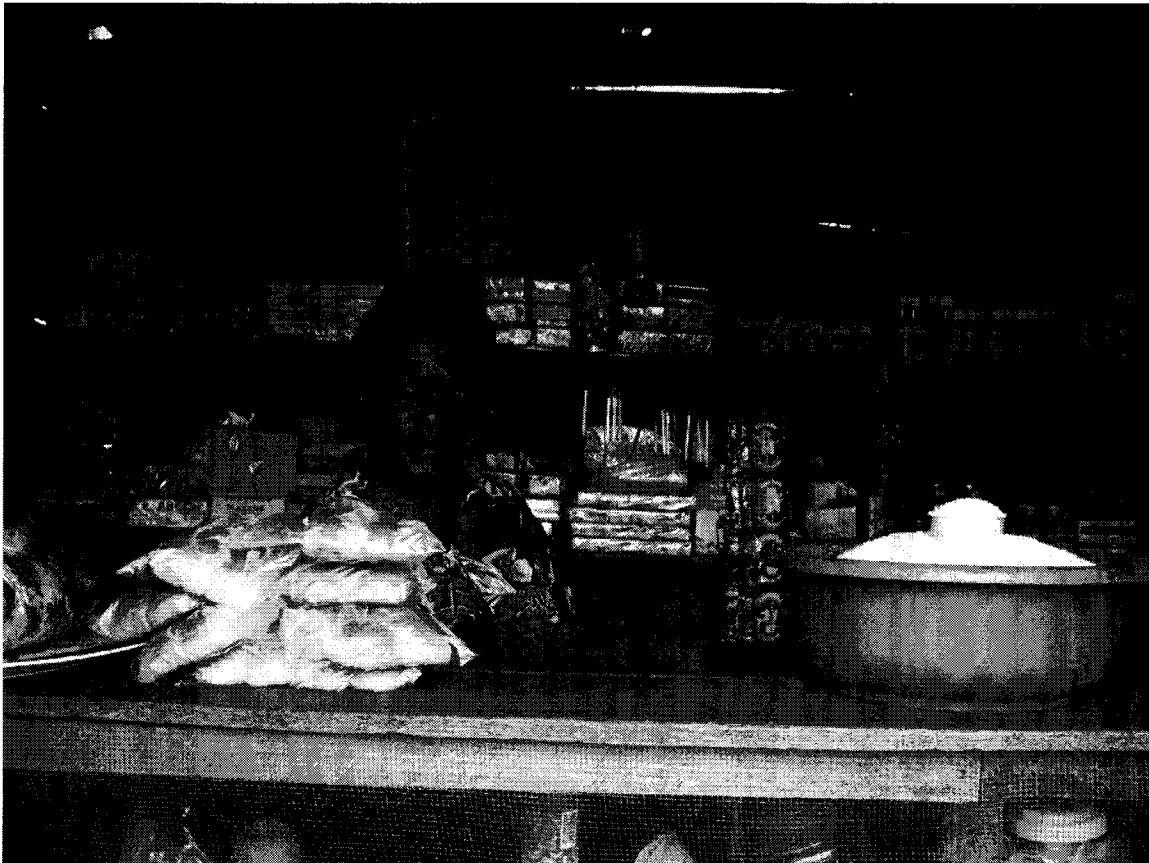
Chapitre 4 : Nourriture et Vêtement

Pour toutes les femmes rencontrées, nourrir sa famille et se vêtir sont parmi les besoins qui les incitent dans les activités génératrices de revenus. Certaines d'entre elles ont mentionné qu'elles préfèrent vendre les produits alimentaires car elles peuvent en consommer quand il le faut. Pour d'autres femmes, économiser dans le budget consacré à la nourriture est un moyen par lequel elles peuvent pourvoir à leur propre besoin tel qu'un pagne et l'argent pour couture brodée. Il faut noter que le style brodé intéresse les femmes congolaises, toutes tendances confondues. Lors de notre entretien avec une cliente de la CECREAM et la propriétaire de la boutique dont le nom fictif est Baati, ma présence avait attiré la curiosité d'un intrus, un homme âgé venu de nulle part et qui avait engagée une conversation sur comment il était impossible de manger si on n'a pas d'argent.

En prenant pour référence une famille de quatre personnes, nous voulions savoir comment elle pouvait subsister avec 1\$ par jour en tenant compte des aliments les moins couteux. En convertissant le dollar en monnaie locale, nous avons fait un calcul sur la base de 900 franc congolais (FC) et après avoir déduit 200 FC pour les poissons frais, 400 FC pour la farine et le reste pour les épices, l'huile et les légumes, il nous a fallu ajouter 300 FC, soit 35 centimes US pour la cuisson. Dans le contexte de sommet mondial du microcrédit 2006, la pauvreté est définie comme un manque de subvenir aux besoins quotidiens tels que la nourriture, l'accès aux soins médicaux, l'éducation, le logement et l'eau potable. Selon mon informatrice, le fait de ne pas pourvoir à manger à sa famille est compris comme la pauvreté et ceci s'applique chez certaines personnes qui n'arrivent pas à survivre avec un dollar par jour. C'est dans ce contexte que ce chapitre

va explorer le moyen de subsistance de la population de Goma, les denrées alimentaires retrouvées sur le marché local, le rapport entre les dépenses liées à la nourriture et les besoins personnels des femmes et finalement l'importance accordée à la broderie.

Image 5



Membre de la CECREAM et propriétaire d'une boutique

I. Moyens de subsistance à Goma

Étant donné le taux de chômage élevé dans la province du Nord-Kivu, d'après les récits des femmes étudiées ainsi que les informations recueillies auprès des membres du personnel de la CECREAM, la population de Goma s'est tournée vers les activités informelles basées sur les petites économies marchandes. Il faut noter que l'économie de Goma n'est pas orientée vers l'autosuffisance, mais sur base des échanges entre les biens

et l'argent. Les producteurs alimentaires vendent leurs produits sur le marché local en dollar US ou en monnaie local FC.

La ville de Goma situé à l'est du Congo est une région montagneuse entourée des chaînes volcaniques. Cette région est fertile et propice pour l'élevage de bœuf et la culture des végétaux grâce aux laves volcaniques reconnues par les agriculteurs comme une forme d'engrais naturel. Les aliments souvent retrouvés sur le marché local sont les céréales, notamment le riz local ou importé, le maïs en graine, la farine de maïs et la farine de froment. Les féculents sont la farine de manioc, banane plantain; les légumes sont les pommes de terre et les haricots. On y trouve également la viande de chèvre, bœuf et poulet; et les poissons frais, fumés et salés sont les produits couramment consommés.

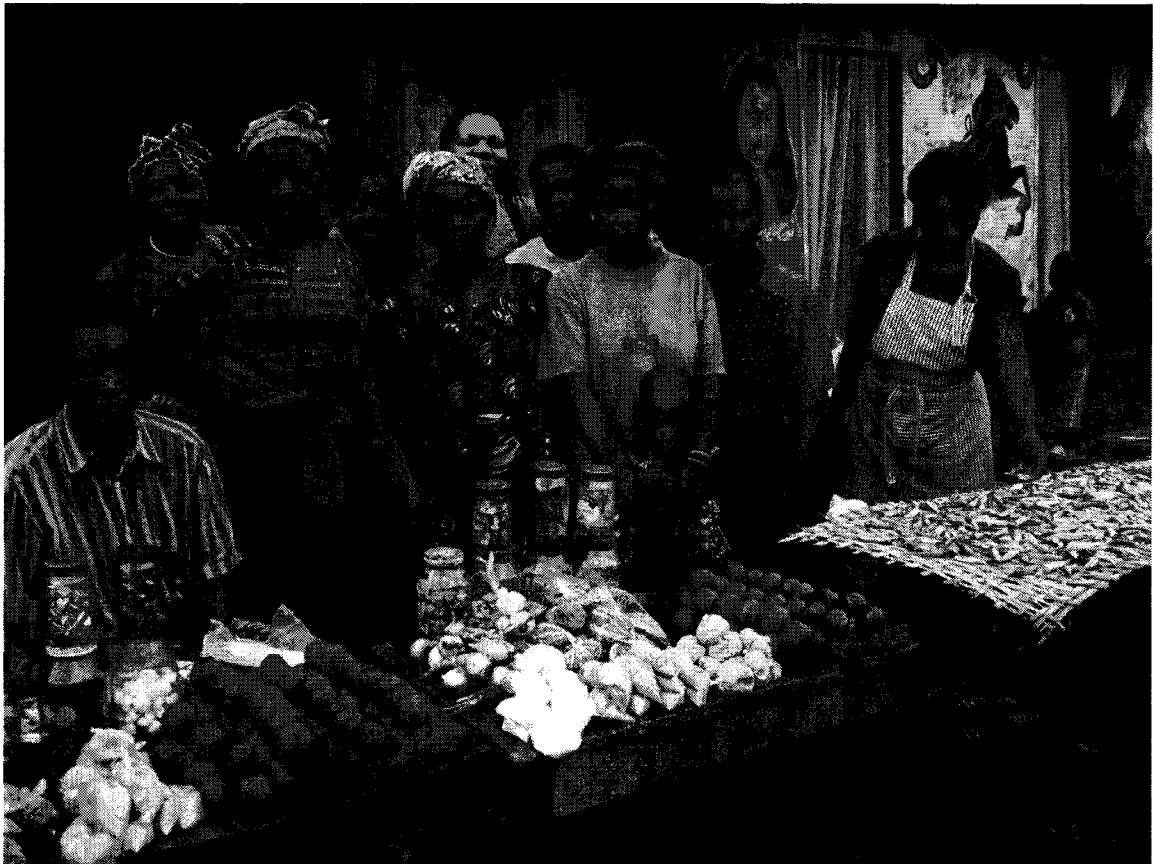
Pour les éleveurs de la région, l'élevage de bœuf reste une des activités économiques importante parce que la traire de lait sert non seulement à la consommation, mais aussi à la transformation d'autres dérivés tels le fromage et le yogourt. Évidemment, ceci a motivé l'une des informatrices membre de la CECREAM dont le nom fictif est Natalie a emprunté 20\$ de la part de son organisation financière qu'elle a investi dans la vente des produits laitiers. Il faut noter que les fromages et les yogourts sont deux produits en provenance de Goma qui sont vendus dans toute la province de nord Kivu. Dans un contexte de projet microcrédit, elle considère la vente des produits laitiers comme une source de revenu familiale car les profits générés servent à l'achat de la nourriture pour toute la famille.

II. Les denrées alimentaires

Les femmes interviewées dans le cadre de cette recherche ont parlé de l'importance de consommer les poulets pendant les occasions spéciales. En effet, la poule est consommée pour célébrer la tradition au Congo. Par exemple, elle est fréquemment préparée pendant les rites de passage, notamment, la circoncision des garçons, la dote, le mariage, le baptême, la première communion et pendant les fêtes annuelles telles que Noël, nouvelle an, pâques, l'obtention de diplôme et l'accueille des visiteurs. Il faut rappeler que la recherche a lieu en Novembre, un mois avant les fêtes de fin d'année. En cette période de l'année, une poule pondeuse qui coûte en temps ordinaire entre 7 et 8 \$, se vend à 10\$. La plupart de mes informatrices ont parlé de l'importance d'épargner afin d'en acheter pour fêter la fin de l'année.

Les femmes de l'Association Vie Meilleure ont également mentionné que les revenus générés du commerce leur permettent de consommer d'autres denrées alimentaires en provenance d'autres marchés régionaux, plus particulièrement, les poissons en provenance de Burundi. Géographiquement situé à l'est du Congo, ce pays des grands lacs africain détient une diversité de poissons qui sont vendus sur le marché local et régional. Il faut noter que les poissons du lac Tanganyika sont consommés dans l'est du Congo et au Rwanda. Ainsi, certaines femmes en achètent pour revendre au détail et s'en servent pour la consommation familiale quand il le faut. Ceci est le cas d'une des participantes à la discussion de groupe et vendeuse des poissons salés et d'épices, qui a avoué d'utiliser les profits générés de son commerce et d'utiliser sa maigre marchandise pour nourrir ses enfants. L'image suivante démontre les femmes vendeuses des rues.

Image 6



Membres de l'Association Vie Meilleure et vendeuses de rue

Ces femmes portent l'image de pourvoyeuses des maisonnées à travers leurs activités génératrice de revenu. Pour les femmes, ne pas tenir un petit commerce signifie la faim pour toute la famille même s'il y a d'autres sources de revenu tel que l'emploi du mari. Leur lieu de commerce est aussi considéré comme leur cuisine ou le repas familial se prépare à midi et surtout l'après-midi parce qu'elles ont mentionné d'avoir plus besoins de temps à passer à la rue pour augmenter leur chance de vente à partir de 15 heures d'après midi quand les travailleurs rentrent à la maison. Lors de notre entretien de groupe avec cinq femmes de l'Association Vie Meilleure, j'ai posé la question sur l'importance accordée à l'utilisation des produits à vendre pour la consommation

familiale et si cela avait d'effet négatif sur le capital. Ces dernières ont intervenu avec une diversité des réponses qui justifiaient la façon dont chaque femme utilisait la marchandise et comment les revenus générés par le commerce étaient dépensés. Selon une des informatrices que nous appelons maman Active, le nom fictif qu'elle s'est donnée elle-même par le fait qu'elle avait mobilisé d'autres membres de son organisation financière pour me rencontrer, je cite :

« Dans mon cas, je vends les poissons frais et comme on n'a pas le moyen de les conserver, je vends ce qui est vendable et je consomme le reste ou encore je le donne à crédit au lieu de laisser la marchandise périmer, la consommation familiale est une façon d'épargner l'argent qui devrait être utilisé pour acheter la nourriture ».

Ceci s'applique également à une autre informatrice, prénommée Fifi dans le cadre de ma recherche, propriétaire d'un petit restaurant sur la rue principale. Elle vend des friteries qui peuvent être accompagnés avec la viande ou du poisson et de boisson gazeuse. Elle vit avec son mari et ses enfants dans la parcelle familiale ou elle occupe une unité de maison annexée à celle de ses beaux-parents. Comme dans le cas de maman Active, cette informatrice a mentionné :

« Mon restaurant ne sert pas seulement à mes clients, mais de fois ma famille peut profiter du reste des mets non vendus. Ceci est une des façons d'économiser afin de pouvoir épargner pour acheter notre propre parcelle »

Dans le cas d'Amina, la cliente de la CECREAM, et aussi propriétaire du restaurant comme montré à la page suivante, les surplus des mets sont servis aux membres de la famille qui travaillent aux restaurant, où presque toute la famille élargie vient aider (laver la vaisselle, piler les feuilles de manioc). Les filles et les belles filles sont chargées des tâches pendant que les garçons servent les clients après l'école. Amina

a mentionné l'importance des repas du restaurant pour la consommation familiale car sa famille élargie en dépend également. Elle a sous sa charge vingt deux personnes à nourrir, dont huit de ses frères et sœurs vivent chez sa mère et dépendent tous de son soutien. C'est cette dernière qui s'occupe de garder les jeunes enfants aux restaurants pendant que leurs mères travaillent. Il faut noter que dans ce contexte, il existe un sentiment de la fierté quand ces femmes entrepreneures jouent ce rôle de pourvoyeuses de la famille. Pour la plupart de ces femmes rencontrées, le microcrédit est une forme d'accomplissement d'elles-mêmes car elles deviennent des intervenantes dans le rôle d'apporter le revenu dans la famille, qui autrefois était réservé aux hommes. Dans ce sens, on pourrait considérer le microcrédit comme outil d'*empowerment* des femmes parce qu'elles jouent leur rôle d'intervenantes dans le changement de tout un milieu social.

Image 7



Membre de la CECREAM et propriétaire du restaurant

Cette capacité qu'ont les femmes d'échapper à la faim et d'assurer la nutrition à leur famille peut être interprétée comme une forme de liberté exprimée par son caractère instrumental, qui est considéré comme principal vecteur ou moteur du développement (Sen 2000 : 46). À partir des analyses de l'économie informelle selon De Soto (1989), on peut faire un parallèle entre le développement des petites entreprises pour assurer la survie des communautés migrantes péruviennes et les femmes de Goma impliquées dans les microcrédits. Il est évident que dans ces deux cas, il y a des communautés qui entreprennent des activités informelles, notamment la vente de rue. Ces activités assurent la survie des femmes ainsi que celle de toute leur famille et leur communauté. Dans ce contexte, on peut tirer l'hypothèse selon laquelle les femmes de Goma sont des actrices sociales impliquées dans le secteur informel de l'économie. Leur autodétermination dans l'économie marchande leur accorde une place dans le développement, même s'il reste beaucoup à faire.

III. Liens entre les dépenses des aliments et les besoins personnels

Dans un contexte culturel, il est acceptable au Congo que la femme gère le budget consacré aux besoins du ménage tels que les aliments. Si le l'homme à le devoir de ramener sont salaire à la maison, il doit le confier à sa femme. L'argent est utilisé pour les dépenses reliées à l'entretien de la maisonnée. À son tour, la femme a la responsabilité de gérer le budget (nourriture, produit d'entretien de la maison, habillement des enfants et des adultes, et soin corporels). Dans ce même contexte, une femme mariée qui n'a pas accès à l'argent pour l'entretien de la maison (ration familiale) ou si c'est le mari qui se charge de cette tâche, est étiquetée de vivre un mariage

misérable dans sa communauté parce qu'elle ne peut pas être en mesure de profiter de cet argent pour ses propres besoins.

Ce profit s'explique par la discussion des prix sur les denrées alimentaires périssables, c'est-à-dire, la capacité qu'ont les femmes de marchander pour acheter les produits alimentaires au prix le plus bas dans le meilleur possible. Dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, il est acceptable de discuter sur les prix de services à rendre tout comme sur les biens. Mes recherches à Goma démontrent que ce sont les acheteurs locaux qui sont avantagés en termes de réduction de prix pendant que les vendeurs gagnent sur les étrangers. Dans les marchés, on ne paie pas un produit sur base de premier prix affiché sur certaines marchandises. Par exemple, les feuilles de manioc, appelé « Sombe » en Swahili, « Pongu » en lingala est un légume populaire consommé partout en République Démocratique du Congo et dans certains de ses pays voisins, notamment le Rwanda, le Burundi, Congo Brazzaville et l'Angola. Dans le cas de Goma, un tas de feuilles de manioc coûte 250 FC, soit près de 30 centimes US et on peut le marchander jusqu'à 200 FC, soit 25 centimes pour les acheteurs locaux tout comme ce prix peut doubler à 500FC, soit 60 centimes pour les gens qui apparaissent de classe aisée et pour les étrangers.

Cette négociation de prix peut être expliquée à travers mon expérience personnelle en tant qu'étrangère. La majoration de prix fut observée lors de mon transit à Nairobi et pendant mon séjour à Goma. Même si je suis originaire de l'Afrique, mon apparence et ma façon de me comporter et mon langage ne me permettait pas une identification africaine. À Goma, mon Swahili avait l'accent de celui parlé en Afrique de l'Est, évidemment celui du Kenya, car j'y ai vécu pendant quatre ans, ce qui m'étiqetait

d'étrangère et m'exposait à payer tout à double, voire le triple du prix. Par exemple, le prix du trajet en moto taxi qui valait 600FC, soit 75 centimes US, me coûtait 1300 FC, soit 1.50\$ quand j'avais la chance. Pour aller au marché, je devrai faire recours à des amis ou des connaissances sur place pour éviter des prix élevés. À Nairobi, j'ai fait face au même problème dans un contexte de classe sociale lorsque je suis allée au marché de Massai pour acheter quelques souvenirs parce que j'avais l'apparence d'une femme qui appartient à la classe bien nantie. C'est grâce à la discussion de prix de la part de certains amis que certains objets d'arts ont dû être achetés à prix réduit. Les gens qui ont l'apparence d'appartenir à des quartiers aisés paient souvent plus chers que ceux qui vivent dans des quartiers moins nantis.

C'est dans cette situation de marchandage que les femmes rencontrées ont dit de profiter de la baisse des prix sur certaines denrées alimentaires afin de pouvoir économiser pour leurs propres besoins. Lors des entrevues avec les femmes, j'ai voulu savoir sur la spécificité de ces besoins. Quels sont ceux de leurs maisonnées? Sont-ils individuels pour les femmes? Les femmes ont parlé de l'importance qu'elles accordent aux deux. La plupart de mes informatrices m'ont parlé de l'achat de pagne et l'argent pour la borderie qui vaut un peu plus que la valeur du pagne.

IV. L'importance accordée à la Broderie

Lors de ma première rencontre avec les cinq femmes de la CECREAM dans un cadre de focus groupe, j'avais remarqué qu'elles étaient toutes habillées dans leurs meilleures tenues, qu'on pourrait dire du dimanche. Elles portaient presque toutes les pagnes avec des blouses brodées, connues sous le nom de « libaya » et on pouvait le

constater auprès d'autres passantes dans la rue. Ceci fut également observé chez d'autres femmes que j'ai eu la chance de rencontré dans le cadre de ma recherche tout comme dans un cadre de relations familiales. Elles accordent toutes l'importance aux vêtements brodés.

La broderie désigne l'art d'ornementer un tissu au moyen de motifs cousus avec des fils de couleurs et de textures variées. Le terme de « broderie » apparaît à la fin du XII^e siècle et désigne tout d'abord les motifs décoratifs ornant les vêtements sacerdotaux. Par la suite, il s'applique aux ornements cousus sur toutes sortes de tissus à l'aide de fils colorés. La première machine brodeuse a été inventée par l'Alsacien Joseph Heilman en 1828 et a permis la fabrication en série des broderies, notamment la tradition de la broderie qui s'est perpétuée en tant qu'artisanat et qui demeure populaire auprès des femmes.

Depuis toujours les congolaises se laissent fasciner par tout ce qui touche à la beauté, la chevelure et la mode. En quête de l'élégance, elles sont prêtes à créer, imaginer voir même imiter les styles d'ailleurs. C'est ce qui explique la présence populaire des pagnes brodés ces derniers temps. Selon certains témoignages, ce sont les pays de l'Afrique de l'Ouest qui sont les orfèvres en la matière. Les pays d'Ouest d'Afrique font la broderie sur le tissu appelé «Bazin». Le plus souvent, c'est le Bazin riche qui est utilisé. Contrairement aux Ouest-Africains, les broderies congolaises ornent les étoffes communément appelées « hit Target, super soso, wax hollandais, sultana » et tant d'autres. Ces derniers sont confectionnés, et ensuite ornés de broderies de tout genre. Selon Wany, une de mes informatrices de la CECREAM et couturière habituée dans les

modèles brodés, le prix varie selon le dessin et le plus couteux peut aller jusqu'à 12\$. C'est surtout la broderie fait à la machine qui est fréquemment utilisée en raison de sa rapidité. Selon elle, les pagnes brodés peuvent être pris comme du luxe, en plus, ils permettent d'être à l'aise et valorisent la tenue africaine moderne.

Ma recherche démontre que la majorité des femmes qui ont dit avoir des profits dans leurs commerces, surtout celles qui détiennent les capitaux importants, les dépensent pour les besoins de ménages comme l'éducation des enfants telle que mentionné dans le chapitre précédent, et leurs propres besoins personnels. Parmi ces derniers, elles ont mentionné l'achat d'un pagne, et l'argent pour la broderie comme on peut observer dans les images 8 et 9 (pages 61 et 63). Selon mon informatrice et membre de l'Association Vie Meilleure, les vêtements au modèle brodés sont portés dans toutes les occasions spéciales telles que les fêtes reliées au mariage, à la naissance d'un enfant, à la graduation secondaire et postsecondaire, au baptême et première communion, et aussi le dimanche et les réunions telle que ma rencontre avec les femmes à leur organisation financière notamment au siège de la CECREAM.

Lorsque j'ai posé la question à l'interviewée, qui répond au nom de Cécile dans le cadre de ma recherche, au sujet du prix de la broderie et pourquoi elle l'a mis juste pour me rencontrer, elle répondit comme suit :

« Je ne porte pas seulement ma tenue spéciale pour te rencontrer, mais aussi je suis prête à fermer ma boutique pour te guider dans le quartier afin de rencontrer d'autres membres de Vie Meilleure car la coutume exige que les visiteurs soient bien traités ».

Entant que chercheuse et par respect vis-à-vis de mon informatrice, j'étais limitée à

refuser cette tradition qui me paraissait, à partir d'une vision occidentale, comme gaspillage du temps et de l'argent.

Image 8



Membre de l'Association Vie Meilleure et vendeuse en gros des produits alimentaires

Le tableau suivant nous donne un aperçu des besoins de femmes.

Tableau 4 : Les besoins personnels des femmes (N=11)⁴

Organisation financière	Besoins des femmes
CECREAM	Salaire de l'employée, loyer pour la boutique
CECREAM	Pagne, coiffure, maquillage, soulier
CECREAM	Pagne, broderie, lotion corporelle
CECREAM	Pagne, broderie, Sac à main, bijoux
CECREAM	Coiffure, pagne, couture
CECREAM	Broderie, pagne, bijoux
CECREAM	Soulier, pagne, couture
CECREAM	Vêtement, soulier
CECREAM	Savon, lotion, pagne, broderie
A V M	Vêtement, broderie, coiffure
A V M	Pagne, couture, coiffure

Ce tableau démontre onze femmes qui ont dit qu'elles dépensent leurs argents pour leurs besoins personnels. De ces derniers, nous constatons que l'achat d'un pagne et l'argent pour la broderie prennent une place importante chez la majorité des femmes comme démontré dans l'image suivante.

⁴ Nombre total de femmes pour deux organisations financières

Image 9



Réunion de groupe avec les membres de la CECREAM

V. Conclusion

Étant donné le chômage élevé des hommes, nous avons vu que les femmes se sont tournées vers les petites économies marchandes afin d'avoir accès à la subsistance de leur famille. Mes recherches auprès des femmes de la communauté de Goma démontrent que l'accès et l'utilisation de crédit leur permettent de combler le besoin en subsistance. Ceci est une des raisons qui les incitent à entreprendre les activités génératrices de revenus. Elles sont satisfaites quand elles arrivent à pourvoir à manger à leur familles. Pour celles qui vendent les denrées alimentaires ou les femmes propriétaires des restaurants, leurs produits commerciaux peuvent aussi servir pour la consommation familiale. Les prix des

denrées alimentaires sont souvent négociables afin de permettre des petites épargnes qui peuvent servir aux besoins personnels. C'est dans ce contexte que se tisse le lien entre les dépenses sur les aliments et les besoins des femmes qui dépendent selon les priorités. Étant donné que la broderie est à la mode, les femmes de Goma accordent l'importance à la couture brodée et peuvent se le permettre grâce aux profits tirés de leurs petits commerces et les micros entreprises.

Chapitre 5 : Santé

La résidence de ma sœur où je logeais se trouve à quelques mètres du lac Kivu, une source d'approvisionnement en eau pour toute la ville de Goma en cas de coupure d'eau et pour certains habitants qui n'ont pas accès à l'eau courante à leur domicile. Je prenais toujours la moto taxi pour aller à la rencontre avec mes informatrices et les motards préféraient emprunter la route le long de la plage qui sert de raccourci vers le centre ville. J'avais remarqué qu'il y avait plus la présence des fillettes et des femmes, sur une des plages de pêcheur, qui faisaient la lessive, pendant que d'autres allaient tout simplement puiser l'eau. Un jour après une journée de travail, je me suis rendue à la plage pour observer comment elles puisaient l'eau et j'ai remarqué la présence de deux kiosques de l'UNICEF avec deux agents sanitaires, des étudiants en sciences de la santé, qui étaient chargés de traiter l'eau qui servirait pour boire ou pour la cuisson. J'ai eu la chance d'engager une discussion avec l'un des traiteurs qui me disait l'importance de traiter l'eau pour protéger la population contre le Choléra.

Une étude épidémiologique menée sur cinq ans illustre les lacs comme source de l'éruption du choléra dans l'Est de la République Démocratique de Congo (Bompangue, Giraudoux, Handschumacher, Piarroux, Sudre, Ekwanzala et Kabeya 2008). La même étude épidémiologique qui avait été entreprise dans les centres de santé primaires de Goma démontre une relation entre l'éruption du Nyiragongo avec la dynamique des épidémies de choléra. Selon la même source, pendant les douze semaines qui ont suivi l'éruption du Nyiragongo en 2002, les cas de diarrhée aiguë, d'infection respiratoire haute ou basse et de fièvre avaient été systématiquement notés dans cinq centres de santé de Goma Ouest. En plus du choléra, la ville de Goma est également déclarée par l'OMS

comme une zone de paludisme qui est la cause principale de décès surtout chez les jeunes enfants.

Selon la National Institute of Allergy and Infectious Diseases (NIAID) 2002, c'est en Afrique, où se produisent 90 % des quelque 2,7 millions de décès dans le monde dû au paludisme, ce qui fait ressentir les ravages de cette affection aux plans médical, social et économique. Cette même source indique que la plupart des victimes sont des enfants âgés de moins de cinq ans. En moyenne, toutes les 30 secondes un enfant meurt du paludisme. La maladie est causée par des parasites unicellulaires de type Plasmodium, qui sont transmis d'une personne à une autre lorsqu'un moustique infecté pique sa victime, la femelle du moustique anophèle, qui pique pendant la soirée et la nuit. Dans de rares cas la maladie peut être transmise lors d'une transfusion de sang infecté, lors de l'utilisation partagée de seringues ou encore d'une femme enceinte à l'enfant qui va naître. Le paludisme cause des cycles de fièvres et de frissons qui sont liés à la destruction cyclique des globules rouges du sang infectés par le parasite. Les complications du paludisme, qui affaiblissent les malades et parfois mettent leur vie en danger, comprennent une grave anémie, une infection cérébrale et des difficultés respiratoires.

Personnellement, j'étais témoins d'un décès brutal d'un bébé de six semaines pendant une séance d'entrevue avec une femme de l'Association Vie Meilleure qui connaît bien les parents. La rumeur disait que l'enfant présentait les symptômes du paludisme depuis une semaine, il avait la fièvre et des tremblements mais ses parents ne pouvaient pas l'amener au dispensaire par manque d'argent. La plupart des femmes interviewées ont mentionné l'importance du microcrédit car les profits générés de leurs activités commerciales offrent la possibilité de payer les soins médicaux pour les

membres de leur famille quand il le faut. C'est dans ce contexte que je vais explorer, dans un premier temps, le système de santé de la République Démocratique du Congo, et par la suite l'accès au soin de santé à Goma. Enfin, je vais démontrer une association entre le revenu des femmes et la santé de leur famille.

I. Le système de santé de la RDC

Selon le rapport du Ministère de la santé de la République Démocratique du Congo 2005, le système de santé du pays est basé essentiellement sur les hôpitaux et dispensaires. Les multiples crises politiques que le pays a connues au cours des années 1990 n'ont pas eu seulement des effets néfastes sur l'économie, mais aussi la dégradation dans le secteur de la santé. C'est ainsi que des nombreux hôpitaux et dispensaires du pays se sont retrouvés démunis de leurs équipements. La chaîne d'approvisionnement en médicaments connaît plusieurs ruptures entre le niveau central et les points d'utilisation. Selon ce même rapport, le système de financement du secteur de la santé en RDC repose principalement sur le budget de l'État, des apports extérieurs (bilatéraux et multilatéraux) et du recouvrement des coûts des soins et services de santé auprès des usagers (jusqu'à 70% des frais de fonctionnement).

Quant au budget de l'État consacré à la Santé, ce même rapport démontre qu'il est resté faible. En 2001 par exemple, moins de 1% du budget de l'État a été consacré à la santé avec un taux d'exécution de 50%. Ce budget est resté largement inférieur aux besoins du secteur de la santé. A cause du désengagement progressif de l'État dans le financement du système de santé, il s'est créé des flux financiers où l'argent de la contribution des malades remonte pour financer les niveaux administratifs supérieurs. Ces versements servent au fonctionnement des activités, mais également à la

rémunération du personnel. Au fil des années ce système de taxation informelle et inéquitable s'est enraciné et est devenu un des moteurs du système pour la survie financière des individus et des institutions.

Ce système « de survie » est également alimenté par des canaux qui comprennent toutes sortes d'autorisations de fonctionnement ou d'ouverture (les privés, les amendes et les taxes). C'est dans ce contexte que s'est installé le service de soin en (centre hospitalier, hôpital et dispensaire) privé à but lucratif et non régulé. Ce même rapport soutient que, dans un contexte d'absence des mécanismes pour assurer la qualité des soins, le développement du secteur privé constitue un facteur de danger pour la santé de la population. Dans ce contexte, c'est est un facteur d'explosion des coûts des soins de santé et de l'accentuation de la pauvreté par le fait que les grands contributeurs sont des ménages.

II. L'accès au soin de santé à Goma

Goma compte actuellement deux hôpitaux dont l'hôpital Doxe, montré à page suivante, reconnu comme « Heal Africa » et l'hôpital Général publique de Virunga. Le précédent est réputé dans la ville car il a été construit surtout avec l'aide des américains et ses services sont des bonnes qualités par rapport à ceux du public. Selon sa philosophie, HEAL Africa offre des traitements médicaux aux hommes et femmes victimes de la guerre. Il identifie les femmes et filles qui ont été violées ou celles qui souffrent d'un accouchement difficile et il offre des traitements pour qu'elles puissent retourner dans la société productive et guéris. Certaines femmes étudiées qui ont reçu des soins médicaux dans cet hôpital ont une opinion favorable sur la qualité des services par rapport à ceux offerts dans le secteur public. Selon ces dernières, ceci explique les frais de services plus

élevés par rapport au tarif de l'hôpital général public. Il y a également plusieurs dispensaires qui sont réparties dans les différents quartiers de la ville ainsi que les centres de santé qui offrent les soins de santé primaire à coût modique. Selon mes informatrices, il coûte environ 200\$ pour une chirurgie d'appendicite ou un accouchement par césarienne avec plus de chance de survie pour la mère et l'enfant à l'hôpital Doxe. Cette somme représente cinq mois de salaire d'un fonctionnaire de l'État.

Image 10



L'hôpital Doxe de Goma en République Démocratique du Congo

Image 11



Les patientes à long terme de l'hôpital Doxe Heal Africa

Heal Africa a commencé le programme d'art en 2006 qui offre une formation aux femmes qui attendent et récupèrent de l'opération subie (chirurgie à la fistule). Deux enseignantes travaillent quotidiennement avec ces femmes et les apprennent à coudre des jupes, des sacs, des bracelets, des nappes, des chemises et des portefeuilles. D'autres leurs enseignent à tisser avec des feuilles de banane. Elles créent de beaux paniers et des décorations qui sont vendus au personnel hospitalier et aux volontaires. Cela leur permet de gagner de l'argent durant leur séjour.

L'hôpital général de Virunga offre aussi des soins à la grande partie de la population avec des ressources très limitées et malgré les tarifs inférieurs par rapports à ceux du privé, soit 50\$ pour un accouchement ou une chirurgie en plus des médicaments que le malade doit couvrir lui-même. Les patients se retrouvent parfois dans l'impossibilité de couvrir les frais de service. Quant aux tarifs du dispensaire, ils sont entre 5 et 10\$ selon le service rendu. Pour les femmes rencontrées dans le cadre de cette recherche, les soins médicaux prennent une place importante dans les dépenses de leurs ménages et sont, en effet, parmi les besoins qui les incitent dans les activités génératrices de revenus.

III. Le revenu des femmes et la santé de la famille

La plupart des interviewées m'ont parlé des coûts reliés à l'achat de médicaments au cas où, un membre de la famille tombe malade. Il faut rappeler que le paludisme est la maladie la plus fréquente à Goma qui touche les enfants tout comme les adultes. Le manque d'accès à l'eau potable et la consommation d'eau du lac est la cause de la dysenterie et parfois le choléra qui peut mener à la mort si le malade n'a pas eu des soins

adéquats. Pour ce qui est du prix des médicaments, il faut environ 10\$ pour avoir une cure ou un médicament contre le paludisme. Pour les personnes qui ne peuvent pas avoir cette somme, ils ont la possibilité d'avoir accès à la médecine traditionnelle, souvent moins coûteuse. À partir de ce système, la maladie peut être soignée avec l'utilisation des racines et des tiges. En ce qui concerne mes informatrices, c'est grâce à leurs revenus qu'elles parviennent à pourvoir les besoins en soins médicaux, notamment payer les frais de consultation et les médicaments (prescription) pour toute la famille.

Lors de notre entretien avec le responsable de la CECREAM, il a insisté sur l'importance du programme de microfinance qu'offre sa coopérative à la population de Goma. Selon ce dernier, en plus du microcrédit, l'ONG offre également des assurances médicales pour ses membres et leurs familles malgré que la majorité des femmes interviewées ont dit qu'elles n'ont pas encore bénéficiées de ce service. Ces femmes m'ont également informé que les profits tirés de leurs activités génératrices de revenus servent aussi à payer les frais de dispensaires ou d'hôpital au cas où un membre de famille proche ou la parenté tombait malade.

Tableau 5 : Le nombre de femmes qui dépensent des revenus sur la santé

Organisation financière	Nombre des femmes
CECREAM	12
A V M	9
Total	21

Ce tableau indique que vingt une sur vingt-sept femmes étudiées ont dit dépenser une partie de leur revenu aux soins médicaux de leur famille. Par exemple, maman Active a mentionné qu'étant veuve avec ses trois enfants de moins de dix ans à sa charge, son commerce de poisson lui permet d'épargner l'argent afin de pouvoir payer les frais du dispensaire ou de l'hôpital pour elle-même et ses enfants. Le cas de Fifi démontre que les

activités des femmes ne servent pas seulement pour maintenir la santé de leur propre famille immédiate, mais également aux proches (membres de famille élargie). Il faut rappeler qu'elle vit dans une maison construite sur la même parcelle que ses beaux parents avec dix personnes à sa charge, dont les enfants de son beau-frère qui venait de perdre sa femme. Lors de notre entretien elle me confia que son restaurant lui permet de payer les frais de dispensaire et les médicaments pour tous les enfants sous sa charge.

Selon cette dernière:

« Mon mari ne gagne pas assez pour combler les besoins de mon ménage malgré que nous vivons dans la parcelle familiale. Ici, c'est chacun pour soi, quand nous manquons d'argent, on ne peut pas demander à mes beaux parents ».

Quand j'ai posé la question sur de l'aide qu'elle pouvait obtenir de la part d'autres membres de la famille, du fait qu'elle a pris en charge les enfants orphelins, elle me répondit comme suit :

« Il y a personne qui s'occupe des enfants à part moi, j'ai dû payer les frais du dispensaire pour soigner l'un des enfants malade. Même les femmes de mes beaux-frères, elles s'occupent seulement de leurs propres enfants et ne veulent rien savoir au sujet de ces orphelins et tout le monde me laisse la charge parce que leur défunte maman était non seulement mon amie, mais parce que j'ai un restaurant ».

Selon Amélie, la cliente de la CECREAM et vendeuse de la rue, l'argent gagné de son commerce sert également à aider ses grands frères avec qui elle vit. Lorsque j'ai posé la question sur la nature de sa contribution à la famille, celle-ci a mentionné qu'en cas de maladie, elle les aides à payer les frais du dispensaire et parfois les médicaments. Elle a mentionné :

« Avant de faire ce petit commerce, je gagnais ma vie comme domestique dans des maisons des gens mais comme j'étais souvent harcelée par mes patrons, qui me faisaient des avances sexuelles à l'insu de leurs femmes, j'ai abandonné ce travail ».

pour faire ce petit commerce qui me permet aussi de prendre soin de mes grands frères»

Les femmes qui ont dit ne pas être capable de couvrir les soins de santé avec l'argent de leurs commerces ont opté pour le système de tontine. La majorité de ces femmes sont seules qui n'ont pas accès aux grands capitaux dans leur petit commerce et l'argent qu'elles gagnent est dépensé seulement pour la nourriture. Ceci s'applique à Caroline, cliente de la CECREAM, qui a dit n'avoir qu'un prêt de 50\$ et un remboursement mensuel de 12.5\$ pour une durée maximale de quatre mois. Selon cette informatrice, elle doit se forcer d'épargner au moins 5\$ pour la tontine afin de recevoir une somme importante qui servira à payer les frais de dispensaire ou d'hospitalisation pour elle-même ou ses enfants. Ce même cas s'applique à Sémile qui a reçu la même somme de la part de son organisation financière, CECREAM, pour vendre le lait. Elle a dit que son prêt lui a permis d'acheter cinq bidons de lait qu'elle revend de porte à porte. Chaque bidon donne un bénéfice de 2\$, de ce montant, elle dépense 1\$ pour la nourriture et garde l'autre pour le loyer et le frais du dispensaire.

Pour le cas de Yvette, membre de l'Association Vie Meilleure, elle a dit qu'elle n'a pas encore reçu le prêt parce qu'elle n'est pas en mesure d'obtenir le tiers de l'argent requis, considéré comme garanti du prêt, par son organisation financière. Elle fonctionne avec son propre capital de 25\$ qu'elle a obtenu à partir de la tontine. Elle vend les tomates et les épices dans la rue principale, afin de pouvoir économiser 1.5\$ par jour afin de pouvoir payer les frais scolaire de ses deux enfants, la nourriture et les soins médicaux. Selon cette interviewée, le système de tontine fonctionne mieux que le microcrédit à cause du prêt conditionnel. Selon l'approche initiale proposée par son ONG, elle devrait recevoir un prêt de groupe avec cinq autres femmes afin de garantir le

remboursement. Elle dit également être déçue par le fait qu'elle comptait sur l'assurance maladie telle que proposée par son organisation financière mais elle ne peut pas en bénéficier parce qu'elle n'a pas encore obtenue le prêt. Par conséquent, elle doit payer les frais des soins médicaux de l'argent qu'elle reçoit de la tontine.

Pourtant le responsable de la CECREAM m'avait parlé de l'importance de l'assurance maladie pour ses membres en plus du microcrédit afin d'éviter que le prêt destiné au commerce soit utilisé pour des frais liés aux soins médicaux. Selon lui, ce service est optionnel aux membres, mais il faut avoir ses épargnes dans la coopérative pour avoir accès à l'assurance maladie. Lorsque j'ai soulevé la question au sujet de certains membres qui ne peuvent pas avoir des moyens pour épargner, mais qui ont besoin dans immédiat pour les soins, surtout, la clientèle la plus démunie de son ONG, il a mentionné qu'au commencement du programme ils avaient des ententes avec plusieurs centres de santé et les deux grands hôpitaux de la ville, mais si certains membres ne bénéficient pas encore de l'assurance maladie de la CECREAM, c'est parce qu'il y a encore des litiges à régler avec ces fournisseurs de service de soins médicaux.

IV. Conclusion

Ce chapitre sur le besoin en santé démontre que les activités génératrices des revenus sont celles de survie des femmes qui n'entretiennent pas des commerces profitables. Néanmoins, elles leur permettent d'avoir accès aux soins de santé pour leur famille. Nous avons également vu que le système de santé congolais dépend en partie de la grande contribution des malades via les frais. Le fait que les femmes prennent en charge les frais médicaux de leurs membres de la famille grâce à leur commerce, elles deviennent des contribuables nécessaires pour la survie du système de santé. On peut

ainsi percevoir cette intervention comme une contribution des femmes pour le bien-être de leur nation.

Chapitre 6 : Logement

Le logement est un moyen qui permet à l'homme de subvenir à la plupart de ses besoins tant primaires que secondaires. Dans les chapitres précédents, j'ai exposé comment le revenu des femmes est consacré aux besoins de base du ménages notamment l'éducation des enfants, la nourriture et la santé. Selon la perspective de Kabeer (2005) sur la pauvreté, le manque d'accès au logement peut être interprété comme un dénuement matériel qui place les personnes dans le besoin dans une position de subordination. Le but de ce chapitre est d'explorer le besoin du logement comme un autre facteur qui incite certaines femmes dans des activités génératrices de revenu. Le profil des femmes rencontrées démontre que seulement dix femmes sont propriétaires, neuf autres vivent avec de la parenté sur la parcelle familiale, souvent avec les beaux- parents, et le reste sont encore locataires comme montré dans le tableau 6. Le point commun de ces deux dernières catégories est le fait qu'elles ont mentionné l'importance d'avoir sa propre maison afin d'être autonome vis-à-vis du propriétaire, pour celles qui louent, et de la parenté pour celle qui vivent dans la parcelle familiale. Ainsi, ce chapitre va parcourir le système de logement à Goma et les différentes façons que les habitants accèdent à la propriété. Je vais, par la suite, montrer le programme habitation de la CECREAM qui est proposé à ses membres ainsi qu'à ceux de l'Association Vie Meilleure. Enfin, je vais exposer les différents points de vue sur la façon que les femmes perçoivent l'approche microcrédit et le programme habitation.

Tableau 6 : Profil de logement des femmes (N=27)

Organisation Fin.	Locataire	Propriétaire	Habiter dans la parcelle familiale
CECREAM	7	7	4
A V M.	1	3	5
Total	8	10	9

I. Système de logement à Goma

À Goma tout comme ailleurs en République Démocratique du Congo, le système de logement est basé sur la propriété et la location. Dans le précédent on est propriétaire du logement pendant que le second vise soit à louer un logement, ou soit encore une parcelle dans laquelle on peut y construire une maison. Les prix des maisons dépendent de l'emplacement du quartier ou l'on veut habiter. Par exemple, l'achat ou l'allocation d'une maison dans un quartier résidentiel de la classe moyenne de Goma est coûteux par rapport à celui des quartiers identifiés comme populaires et défavorisés. En ce qui concerne les femmes étudiées, certaines s'identifient comme propriétaires par le fait qu'elles habitent dans leur propre maison, d'autres sont des locataires parce qu'elles payent un loyer mensuel, pendant que dans d'autres cas elles n'appartiennent à aucune de ces catégories parce qu'elles vivent sur la parcelle de la parenté.

II. L'accès à la propriété

a) Achat de la parcelle

Selon les informations recueillies auprès des femmes interviewées, on peut avoir accès à son propre logement par l'achat d'une parcelle que l'on pourrait construire soi-

même, une pratique moins coûteuse, ou par l'achat d'une maison. Que ça soit dans un cas ou dans l'autre, être propriétaire d'une maison est une façon d'affirmer une réussite dans la société pour ces femmes. Celles qui sont encore locataires ou qui vivent encore sur la parcelle des beaux-parents ont mentionné l'importance d'épargner l'argent de leur commerce afin de pouvoir un jour s'acheter sa propre maison.

Selon la source du journal «*Syfia Grands Lacs/ RDC*» (2009), les prix des parcelles ont beaucoup augmenté à Goma ces dernières années et pour pouvoir les acheter les gens partagent les terrains et les frais. Selon Olivier Mukisya, «À Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, l'achat d'un terrain à deux ou trois personnes pour y construire sa maison est devenu fréquent. Il y a quelques années qu'on pouvait facilement acheter une parcelle de 30 m sur 40 pour 20 000 \$, mais aujourd'hui, on peut l'avoir pour 40 000 \$ voir 50 000 \$ » (17-11-2009 : 1). Il faut donc constituer un groupe de personnes et que chacun apporte sa part du montant demandé par le vendeur.

Pour les femmes micro entrepreneurs, l'achat d'une parcelle est une des motivations qui les incitent dans les activités génératrices de revenus. Ceci est le cas de Fifi, mon informatrice et membre de l'Association Vie Meilleure avec qui j'ai eu un entretien dans la parcelle de ses beaux parents, où elle y vit dans une maison construite pour son mari depuis qu'elle s'est mariée. Selon cette dernière, son commerce lui permet d'épargner l'argent afin de pouvoir un jour acheter sa propre parcelle car habiter dans le même environnement que la belle-famille la met mal à l'aise. C'est dans ce contexte que nous pouvons comprendre les activités génératrices de revenus des femmes comme des moyens par lesquelles elles peuvent atteindre leur autodétermination sur le plan financière que matériel.

b) Location de maison

Les prix de location d'une maison à Goma dépendent de la proximité du quartier avec le centre-ville et du lac Kivu. Pour trouver une maison à louer RDC, il faut passer par canal des commissionnaires et prévoir une garantie d'au moins douze mois. Selon Patient Ndoole de la « *Syfia Grands Lacs/ RDC* » (2007), le nombre d'habitants de Goma a augmenté de 40% ces deux dernières années. Des constructions naissent et s'entassent d'une avenue à l'autre, pour répondre à la demande d'une population qui a tendance à se concentrer dans les quartiers les plus proches du centre-ville. Mais la pénurie est toujours là. Selon cette même source, en 2006 la maison qui coûtait 35\$ avait augmenté de 30% l'année suivante, soit 50\$, et la seule solution consiste à s'éloigner du centre-ville vers les quartiers connus comme défavorisés « Ndosho et Mugunga », où le loyer est moins cher, soit 5\$ par mois. Les expériences de certaines femmes interviewées le confirment car certaines ont mentionné les difficultés auxquels elles sont confrontées pour trouver une maison à louer

Sémile, une des interviewées habitant dans le quartier Ndosho a également mentionné qu'elle loue une maison à 5\$ par moi et elle arrive à payer son loyer grâce à son petit commerce de lait. Étant veuve et avec quatre personnes à sa charge, cette dernière a été contrainte de s'éloigner du centre-ville où le même loyer pourrait coûter six fois plus cher afin d'habiter dans le quartier défavorisé de la ville mais à un modique prix. Ceci s'applique également à Véronique, une cliente de la CECREAM qui a reçu un prêt de groupe avec sept autres femmes à partir duquel elle a obtenue 12\$ pour vendre des beignets. Cette veuve avec six personnes à sa charge, a mentionné l'importance de

s'éloigner du centre urbain afin de trouver un loyer de 5\$ même si son revenu reste insuffisant pour subvenir aux besoins de toute la famille. Pour Yvette, membre de l'Association Vie Meilleure, son capital de 25\$ ne peut pas la permettre un loyer à prix élevé. Elle arrive à payer son loyer de 30\$ par mois grâce à 1.5\$ par jour qu'elle épargne dans la tontine. D'autres types de location sont exprimés en termes de la place du commerce. Les préoccupations de loyer ne concernent pas seulement les habitations des femmes, mais aussi leur espace de commerce.

c) Location de l'espace du commerce

Les femmes entrepreneures étudiées sont constituées des vendeuses ambulantes, celles qui n'ont pas d'espace fixe pour vendre leurs marchandises, comme nous le montre le cas de Sémile qui vend son lait de porte à porte. Il y a également une autre catégorie de femmes, celles qui occupent un endroit fixe pour vendre leurs marchandises. C'est le cas de la majorité de membres de l'Association Vie Meilleure et vendeuses d'épices et de poissons qui ont mentionné l'importance de garder le contact avec la clientèle habituelle qui passe dans la même rue chaque jour. Les femmes qui payent le loyer de leur place de commerce sont les restauratrices, les propriétaires de boutique, celles qui louent un dépôt ou un espace fixe sur le marché central. Il faut rappeler que le fait d'occuper un endroit fixe en vue de faire le commerce est un facteur qui influence l'accès facile au prêt de la part de la CECREAM.

Lors de notre entretien avec Faïda, propriétaire du magasin situé au rez-de-chaussée du siège de la CECREAM, elle a exprimé ses besoins personnels en termes de frais de loyer pour son magasin et le salaire de son employée qui travaille à temps plein dans le magasin. Elle a également mentionné l'importance de gérer les profits son

commerce afin de pouvoir agrandir la boutique. Notons que ce cas reste isolé par rapport à la majorité des femmes moins nantis. En ce qui concerne Fatuma, une autre informatrice de la même organisation financière, elle a également mentionné l'importance accordée au loyer de son restaurant. Selon cette informatrice, elle utilise les bénéfices de son commerce pour payer le loyer du restaurant en plus des besoins de son ménage. Le même cas s'applique aux deux autres membres de l'Association vie Meilleure, Fifi, la restauratrice et Cécile, la propriétaire du magasin de denrée alimentaire qui doivent aussi payer pour occuper leur espace de commerce.

Lorsque je suis allée visiter les femmes vendeuses des poissons salés au marché central de Virunga, elles m'ont informé qu'elles occupaient en groupe le même dépôt pour stocker et vendre leurs marchandises afin de minimiser le coût du loyer (voir l'image 12). Selon ces dernières, elles ont reçu un prêt de groupe de 5000\$ après plusieurs emprunts et remboursements. Elles ont aussi mentionné que le travail en équipe est bénéfique non seulement pour le partage du même espace de commerce, mais également pour faciliter le remboursement du prêt. Cette recherche démontre que pour toutes ces femmes locataires de l'espace publique, les frais liés au loyer de leurs endroits de commerce reste parmi les dépenses prioritaires.

Image 12



Les vendeuses des poissons salés du marché central de Virunga, Goma RDC

d) Location terrain

La location du terrain est une pratique courante pour aider certaines familles défavorisées à avoir accès au logement à Goma. Selon les informations recueillies auprès de certaines participantes à cette recherche, on peut louer un espace dans une parcelle de quelqu'un pour y construire sa propre maison moyennant 5\$ par mois. Ceci donne également droit au locataire de la parcelle de détruire la maison lorsque ce dernier décide de déménager. Selon la source, ce sont les gens issues des quartiers défavorisés qui s'adonnent plus à des telles pratiques car cela profite aussi au propriétaire de la parcelle qui peut décider d'entasser plus des locataires dans une même parcelle et souvent dans

des conditions insalubres. J'ai eu la chance de suivre Caroline, une des mes informatrices et membre de la CECREAM, à son domicile où elle vit dans une maison construite dans une parcelle qu'elle loue grâce à son commerce de boissons gazeuses et de petits travaux occasionnels qu'elle fait dans des chantiers de construction de maisons. Pour améliorer les conditions de logement de ses membres, la CECREAM a mis en place le programme habitat comme l'un de ses programmes de microfinance afin d'épargner ses membres de tels obstacles. Le responsable de l'ONG inscrit ce programme dans un paradigme de la réduction de la pauvreté parce que selon ses expériences avec sa clientèle, les gens se sentent démunis lorsqu'ils font face au problème de logement.

III. Le programme habitation pour les membres

Bien que certaines femmes aient manifesté une certaine réticence face au programme microfinance de la CECREAM, la plupart d'entre elles ont une opinion favorable envers son programme Habitat parce que ce dernier leur permettra d'avoir accès à une parcelle financé par leur ONG, les briques sont à prix moins élevés et les maçons travaillent gratuitement pour la construction du logement. La majorité des femmes étudiées qui ne sont pas encore propriétaires de maisons, ont des ambitions de le devenir dans l'avenir grâce au crédit habitation de la part de leur organisation financière. Selon le responsable de cette dernière, les membres qui peuvent épargner le tiers de l'emprunt requis comme garanti, peuvent avoir accès au terrain à coût réduit, dont la grande partie est couverte par leur organisation financière et bénéficier la main d'œuvre gratuite. Pour construire une petite maison avec deux chambres et un salon, il faut au moins milles briques vendues à 0.30 centimes US l'unité.

a) L'aspect positif du programme

Lors de mon entrevue avec Fatuma à son restaurant, elle m'a informé qu'elle a reçu 2000\$ de la part de son organisation financière qu'elle rembourse à un taux d'intérêt de 2% pour 4 mois. Ce fond l'a aidé à subvenir aux besoins de base sa famille comme, je l'ai mentionné dans les chapitres précédents, et lui a permis également de faire une mise de côté pour l'achat de briques afin de consolider sa maison, préalablement construite en bois, avec des briques. Elle envisage également de prendre aussi un crédit Habitat pour sa mère veuve.

Image 13



Le

processus de la fabrication de briques, chantier de la CECREAM, Goma RDC

Image 14



Le chantier de brique pour le projet habitat de la CECREAM, Goma RDC

Lors de notre entretien de groupe avec cinq femmes de la CECREAM, elles ont tous parlé de l'importance du même projet parce qu'elles espèrent pouvoir acheter les briques pour la construction d'une maison pour celles qui ont déjà des parcelles ou acheter des maisons telles que proposées par leurs ONG grâce aux épargnes de leurs petits commerces. Pour le cas de Geneviève, elle a reçu un prêt de 100\$ qu'elle a investi dans la vente des produits de première nécessité et des denrées alimentaire. Elle a également une bonne perception sur ce projet Habitat parce qu'elle paie déjà un loyer de 30\$ par mois grâce aux épargnes de son commerce, en plus des besoins de base notamment la nourriture.

Une autre informatrice, Natalie a été octroyée à plusieurs reprises des prêts de 20\$ jusqu'à un maximum de 100\$ qu'elle arrive à rembourser dans la limite du temps alloué. Lorsque je lui ai posé la question sur comment elle dépensait son argent, selon

cette dernière, son commerce de lait au port de la ville lui permet de payer son loyer mensuel et d'acheter d'autres besoins de première nécessité pour maintenir sa maisonnée. Elle a aussi mentionné qu'elle a épargné un peu d'argent qu'elle a investi dans l'achat de la parcelle avec de l'aide du revenu de son mari et elle compte construire une maison grâce au projet Habitat de la CECREAM.

Le cas de Fifi, membre de l'Association Vie Meilleure a également mentionné l'aspect positif du projet Habitat surtout pour elle qui vit dans la parcelle de ses beaux parents. Ces derniers ont préféré construire des petites maisons attachées les unes après les autres pour que les fils et leurs familles puissent éliminer les dépenses reliés au loyer. Ces maisons semblaient avoir moins d'intimité car nous devions parler à voix basse pendant notre séance d'entrevue, et selon elle :

« Je vis sur la même parcelle que mes beaux parents depuis que je suis mariée tout comme les femmes de mes beaux-frères. Ce n'est pas facile car il y a toujours les disputes entre nous, les femmes mariées, et parfois entre nous et nos belles sœurs. Nous sommes parfois soumis au contrôle de la belle mère. Mon mari est d'accord pour qu'on adhère au projet habitat de la CECREAM afin que l'on puisse acheter notre propre parcelle et y construire une maison ».

Les expériences des femmes qui sont dans le besoin de leur propre logement démontrent comment le microcrédit et le programme microfinance de la part de la CECREAM sont des moyens qu'elles peuvent utiliser pour combler ce besoin en logement personnel, afin de pouvoir échapper à la dépendance face aux bailleurs, propriétaires des maisons à louer, ou aux contraintes de vivre dans le même environnement que d'autres membres de la famille.

b) L'autre opinion sur le programme Habitat

La plupart d'opinions défavorables à l'approche du microcrédit et d'autres programmes de microfinance de la CECREAM proviennent des membres de l'Association Vie Meilleures. Notons qu'elles constituent une catégorie des femmes à faible revenu qui n'arrivent pas à remplir les conditions en vue d'obtenir le crédit. Lors notre entretien de groupe avec ces femmes, certaines ont dit que, par manque de moyen financier, elles n'ont jamais épargné l'argent dans leur coopérative afin d'obtenir un crédit, mais elles ont reçu des promesses d'en avoir. Durant notre discussion, une des informatrices a mentionné qu'elle avait appliqué pour obtenir 100\$ afin d'améliorer son commerce, mais elle doit garantir le tiers de ce montants, soit 33\$. Selon elle, il lui est impossible de remplir cette exigence car elle ne fonctionne qu'avec un fond personnel de 25\$ qu'elle a obtenu à travers la tontine. Dans ce sens, elle pense qu'elle ne pourra pas bénéficier non plus du promis programme d'habitation. Ce même cas s'applique également aux trois autres femmes a qui l'on a promis un prêt sans garanti et qui n'espèrent plus à une autre forme de crédit aussi longtemps que cette promesse n'est pas encore réalisée. Selon ces femmes, ces programmes sont destinés aux femmes qui entretiennent des activités de commerce profitables.

Une autre femme membre de l'Association Vie Meilleure et participante à ce focus groupe a dit avoir un compte épargne dans lequel elle aurait placé une somme importante, soit 2000\$ dans le but d'obtenir les différents programmes de microfinance tels que l'assurance maladie, le microcrédit pour augmenter son capital et le programme Habitat, mais son argent s'est retrouvé bloqué dans la coopérative sans qu'elle n'ait bénéficié d'aucun de ces services. Selon cette dernière, la CECREAM n'est pas honnête avec ses membres et par conséquent, l'Association Vie Meilleure devrait mettre fin au

partenariat avec la CECREAM afin de pouvoir fonctionner comme une ONG à part entière. Quand j'ai posé la question de savoir si elle avait d'autres alternatives au micro finance, elle a confirmé en soutenant le système de la tontine par rapport à l'approche microcrédit de la CECREAM.

Les critiques ne proviennent pas seulement des membres de l'Association Vie Meilleure car certaines femmes de la CECREAM ont dit avoir l'argent bloqué dans leur coopérative. Selon Sylvie, elle ne croit pas au programme Habitat parce qu'elle avait ouvert un compte d'épargne dans le but d'obtenir un prêt, mais elle a mentionné qu'elle a 2470\$ bloqués dans cette coopérative et au moment où elle a réclamé son argent, on l'obligeait d'en retirer que 20\$ par semaine pour excuse annoncée de crise financière. Un autre cas semblable est celui de Karine, une bénéficiaire d'un prêt de 1500\$ de la CECREAM avec lequel elle a investi dans le commerce des vêtements «prêt- à- porter» selon le terme local des habits neufs. Elle est également déçue par le fait que son argent soit bloqué dans sa coopérative. Selon son point de vue, la crise financière à laquelle fait face son organisation financière est le manque de prudence. Par conséquence, elle la responsabilise comme cité :

« La coopérative n'a pas respecté ses propres conditions, je n'ai plus confiance en elle parce que je suis très déçue sur la nouvelle approche qu'elle adopte. Si les choses ne fonctionnent pas pour le moment c'est parce que certains membres ont pris l'argent sans pour autant avoir un plan quelconque pour l'utilisation de cet argent. Je parle de ceux qui ont prétendus prendre les prêts pour faire le commerce, mais ils les ont utilisés pour autre projet, par exemple, construire une maison avec l'argent emprunté au lieu de l'investir dans le commerce ».

Cette question a été soulevée lors de notre entretien avec le responsable de la CECREAM durant lequel, il m'avait mise au courant des difficultés auxquelles faisait face son organisation financière. Selon lui, les activités étaient au ralenti à cause de la

crise financière mondiale qui a débuté en Occident et a eu des répercussions sur l'économie de Goma parce que cette dernière dépend en grande partie des ressources minières. Il a également mentionné qu'il travaille avec les différentes catégories des femmes entrepreneures notamment, les professionnelles qui entretiennent des activités commerciales profitables et les femmes qui sont débutantes et qui nécessite une formation dans les micros entreprises telle que proposée par Awori (1995). Selon son point de vue, cette dernière catégorie représente un défi auquel fait face sa coopérative.

IV. Conclusion

Nous avons vu, dans ce chapitre, que le besoin en logement est une des raisons principales qui incitent les femmes dans les microcrédits. Ma recherche auprès de ces femmes montre que celles qui dépendent de leurs activités génératrices de revenus afin de pouvoir combler ce besoin appartiennent à la catégorie des locataires soit de terrain ou des maisons, et celles qui louent des espaces publiques pour vendre leurs marchandises. L'accès à la propriété est un autre facteur qui poussent les femmes dans les activités génératrices de revenus car certaines ont mentionné les ambitions d'épargner afin d'acheter une parcelle, d'autres ont parlé que l'argent épargné sert à payer le loyer mensuelle ou encore placer dans la pratique de tontine afin de pouvoir payer un loyer plus cher. La location de l'espace publique fait également partie des besoins en loyer pour les femmes qui entretiennent les activités commerciales profitables. Quant aux femmes qui font les petits commerces et dont les revenus sont faibles, la location de parcelle est l'un des moyens qu'elles utilisent afin de pouvoir combler leur besoin en logement. Dans un contexte d'aide au logement, la CECREAM justifie son programme d'Habitat dans le but d'aider les membres des deux ONG partenaires d'avoir accès à leur

propre logement. Pour certaines femmes, ce programme ne profite pas aux membres qui fonctionnent avec des petits prêts. C'est cette catégorie qui est critique face à l'approche du microcrédit telle que pratiquée par la coopérative.

Chapitre 7 : Conclusion

Ce chapitre va conclure en exposant les divergences dans la littérature sur le microcrédit, tout d'abord, sur la base de différents concepts clés qui ont été utilisés pour extraire le rôle qu'ils jouent dans le microcrédit. La veine pro-microcrédit l'explique sous un aspect positif malgré que certains auteurs tentent de remettre en question le rôle que jouent les concepts clés tels que l'*empowerment*, la pauvreté et le développement dans la littérature sur le microcrédit. Puisque les divergences d'opinions sont également évoquées chez les femmes pratiquantes du microcrédit dans les deux ONG étudiées, je vais présenter leurs différentes opinions sur la façon qu'elles l'aperçoivent au sein de leurs organisations financières.

I. La veine pro-microcrédit

Nous avons vu, dans la littérature sur le microcrédit, comment certains auteurs soutiennent que le microcrédit permet aux femmes l'accès au crédit et à l'épargne afin de pouvoir générer plus de revenu, ainsi, le programme du microcrédit sert à augmenter l'autonomie des femmes et allègent leur dépendance socioéconomique face aux hommes (Amin, Becker et Bayes, 1998 : 221-222). D'autres ont expliqué que cette pratique leur donne confiance et les valorise envers leur mari parce qu'elles contribuent à augmenter le revenu familial, et cela conduit à des relations équitables dans les maisonnées (Amin, Becker et Bayes, 1998; Hashemi, Schuler, et Riley 1996).

Nous avons aussi vu qu'en tenant compte des expériences des femmes bangladaises et la Banque Grameen, les auteurs tels qu'Amin, Becker et Bayers (1998), Hashemi, Schuler, et Riley (1996), Mayoux (2000 et 2006), et Rankin (2001) sont en

faveur du microcrédit comme outil d'*empowerment* pour les femmes. Selon ces derniers, je cité « les prêts de groupe exposent les femmes à la prise de conscience entant que genre. Les programmes microcrédits qui intègrent les services financiers et les initiatives de la conscience politique, les habiletés en développement et la formation en alphabétisation sont enseignés dans le but d'améliorer la conscience des femmes sur leurs droits, et à encourager leur organisation au changement social » (Amin, Becker, et Bayers 1998; et Mayoux 2000; Rankin 2001).

Nous évoquons les trois paradigmes principaux qui interviennent dans le débat actuel sur le microcrédit selon le modèle de Linda Mayoux (2000). Cette dernière a identifié, notamment celui du financement durable qui met l'accent sur la viabilité de programme du microcrédit et qui vise principalement la clientèle féminine pour leur rendement élevé en terme de remboursement; en suite celui de remédier la pauvreté qui met l'emphase sur la réduction de celle-ci et qui vise les femmes pour leur-bien être ainsi que celui de leur famille entière; enfin, le paradigme féministe d'*empowerment* qui est orienté vers la conscience de genre et l'organisation féministe (Mayoux 2000 :2). Elle soutient que le microcrédit doit être accessible aux femmes comme un droit humain et doit faire partie intégrante des règlements de base des institutions. Par ailleurs, elle accorde l'importance à la séparation d'*empowerment* de la pauvreté (Mayoux 2006 : 14).

II. Contre-courant du microcrédit

a) Le microcrédit comme outil d'*empowerment* pour les femmes

En tenant toujours compte du modèle bangladais et la philosophie de la Banque Grameen, les auteurs tels que, Fernando (1997), Kabeer (2001), Parmar (2003), Reza

(2003), Rahman (1999) et Servet (2006) remettent en question le rôle que joue le microcrédit comme outil d'*empowerment* pour les femmes. Parmar explique que les agents de développement ou les hommes membres au sein de l'institution financière sont les principaux agents d'*empowerment* parce que les femmes sont perçues comme des récipiendaires passifs de la banque. Par conséquent, il y a une incompréhension à la fois de cette notion et de la libération féministe, ce qui réduit les femmes comme objets et au risque de ne pas atteindre cet *empowerment*. Il est également critique sur l'objectification des femmes dans la microfinance et soutient comme cité, « les programmes prennent les femmes pour des objets, de cette manière concèdent à leur potentiel à les soutenir tant que des agentes conscientes et capables de faire de changement dans leurs vie, un processus qui peut être légitime pour leur propre *empowerment*, ainsi, elles pourront se reconnaître elles-mêmes comme par d'autres comme actrices dans la lutte contre leur l'oppression, du moins pour les cas des femmes de Bangladesh. En essayant de combattre la pauvreté des femmes, les agences de développement leur dérobe leur droits à définir leurs priorités (désires et visions) en les réduisant au rang d'objets à l'opposé des agentes » (Parmar 2003 :465).

Il faut rappeler que Parmar propose de ne pas comprendre l'*empowerment* comme «le pouvoir sur », mais plutôt de l'appréhender comme « le pouvoir avec » ou à « l'intérieur », ce qui signifie pour, le précédent, une force collective et une solidarité, et une reconnaissance potentielle qu'un groupe à agir comme agent de changement, tandis que pour le dernier, il y a la confiance, la conscience de l'affirmation et des capacités individuelles et de l'agence, ainsi que la disposition de mettre cette agence dans l'action » (Parmar 2003 :474).

Les recherches de Rahman (1999) sur la Banque Grameen démontrent que les règles qui sont basées sur le genre sont ancrées dans les relations sociales patriarcales et sont des importants facteurs qui expliquent les raisons pour lesquelles la banque vise les femmes. Selon le chercheur, les femmes sont bien réputées en termes de remboursement des prêts et évitent souvent les pressions sociales et les déshonneurs qui accompagnent le défaut de paiement. Dans certains cas, les mesures de discipline sont adoptées par la banque à travers la participation à des réunions hebdomadaires, un rituelle pour la banque afin d'éviter les remboursements retardés. Si la banque opte pour le prêt de groupe c'est parce qu'elle le considère comme un mécanisme social collatéral qui facilite l'accès à l'information à des emprunteuses, et qu'elle emploie pour motiver le remboursement à travers la responsabilité partagée.

En faisant référence à la même institution financière, Fernando (1997) soulève des questions sur les différentes façons que les femmes emprunteuses sont contrôlées sur base de prêt collectif. Malgré que les femmes soient collectivement responsables pour le remboursement du prêt, le problème d'antagonisme et de division entre les membres est posé. D'autres résultats de ses recherches sur cette institution financière démontrent que les femmes qui n'avaient pas remplies leurs obligations envers la banque étaient sujets des humiliations à travers les agressions verbales de la part d'autres membres ou des travailleurs de la banque (Rahman 1999 :72). Par conséquence, les programmes de microcrédit pour ces auteurs, deviennent une force imposée et forcée aux femmes, les réduisant comme des objets passifs dans un processus qui est supposé être *empowerment*.

La notion d'*empowerment* des femmes fait également partie des critiques du microcrédit parce que les contre-courants de cette approche la remettent en question par

le fait qu'elle est associée à l'accès au crédit. Selon les enquêtes de Montgomery, Al, Goetz et Sen Gupta (1996) au Bangladesh, auprès des centaines de femmes qui dépendent de nombreux programmes de microcrédit, moins de 37% des femmes pouvaient prétendre à un contrôle réel de leur prêt (Hofmann et Marius-Gnanou 2003 :229).

b) Le microcrédit comme outil du changement social

En prenant pour référence Fernando (1997) et Kabeer (2001), Parmar (2003), ces auteurs soulèvent la question de contradiction à travers l'appropriation des luttes des femmes par leur institution financière, du moins pour le cas de la Grameen Bank. Selon Fernando (1997), le fait que le processus d'*empowerment* soit extérieurement induit et fait pour ou aux femmes peut comporter des dangereuses implications pour les femmes. À partir du moment où les travailleurs en développement prennent en charge l'*empowerment* des femmes dans leur propre mains, la lutte des femmes contre l'oppression sexiste est prise en otage. En tenant toujours compte des cas des femmes bangladaises, Kabeer (2001) dans Parmar (2003) remet en question le fait de considérer le microcrédit comme un outil de changement social en mentionnant le besoin de faire une distinction entre les formes de changement qui ont été priorisées dans la littérature du féminisme ou du développement et les formes de changement valorisées par ceux à qui les vivent en intervention, cherchent à être transformées. Malheureusement, pour le cas des programmes du microcrédit, il semble y avoir peu d'espace pour les femmes à articuler leur propre vision de changement social (Kabeer 2001: 80). Celle-ci démontre, également, que le fait que les femmes vont probablement partager leurs prêts avec les membres masculins du ménage que les hommes ne vont pas le faire, renforce l'argument en faveur du prêt aux femmes. Les prêts accordés aux hommes n'ont pas un effet positif

sur les rapports de genre au sein des ménages, car ils renforcent les inégalités en offrant aux hommes un moyen d'empêcher aux femmes d'avoir leurs propres activités génératrices de revenus.

C) Le contrôle de prêt et risque de surendettement

Hassan Reza (2003) a soulevé le défi auquel fait face l'approche du microcrédit à cause des contraintes culturelles qui entourent cette pratique. L'auteur les expose à travers les expériences des femmes rurales dans les micro-entreprises au Bangladesh. C'est dans ce contexte qu'il évoque les risques que peuvent courir les femmes dans les microcrédits notamment, des pressions exercées sur certaines emprunteuses qui ne peuvent plus rembourser leur prêt par leurs propres moyens financiers. Si la femme doit passer par un réseau social ou un groupe comme une forme de référence pour avoir accès à un prêt, c'est ce même réseau ou groupe qui sera utilisé pour faire pression en vue de remboursement. En plus, les prêts des femmes mariées sont souvent contrôlés par leur mari.

Servet (2006) mentionne également que les risques du surendettement sont considérables, compte tenu du niveau élevé des taux d'intérêt pratiqués par certaines institutions du microcrédit. En effet, parmi ces populations, les prêts consentis sont rarement utilisés à des fins d'investissement productif. Le plus souvent, cet argent est dépensé pour la santé, l'alimentation ou le logement. Mais comme les dépenses de consommation l'emportent de loin sur les investissements créateurs de revenus futurs dans l'utilisation de ces fonds, ces prêts ne permettent pas un enrichissement des emprunteurs. Les institutions du microcrédit s'enrichissent via les intérêts. C'est la raison

pour laquelle aucune preuve n'a jamais été apportée montrant que le microcrédit permet d'améliorer durablement la situation des emprunteurs pauvres.

II. Contre discours de la pauvreté

Selon Sachs (1990), le pauvre n'est pas nécessairement pauvre quand l'argent joue un rôle marginal dans la définition de la pauvreté. Il prend pour référence le rôle que la frugalité peut jouer dans cette façon de percevoir la pauvreté. La frugalité est définie par l'auteur comme une caractéristique des cultures qui ne sont pas soumises à la frénésie de l'accumulation. Les nécessités de la vie quotidienne sont tirées surtout de la production de subsistance. Ainsi, il définit la pauvreté comme cité « est un style de vie maintenu par une culture qui reconnaît et cultive une condition de suffisance. La suffisance ne devient une pauvreté avilissante que lorsqu'elle est pressurée par une société d'accumulation » (Sachs, 1990 :12). En intervenant avec les liens communautaires, l'auteur démontre comment la terre, la forêt et l'eau sont les conditions les plus importantes pour subsister sans argent. Ceci s'applique bien aux autochtones mais pas aux sociétés qui sont soumises par la loi du marché. Ceci remet en question la déclaration de McNamara en 1973 selon laquelle « Nous devons déraciner la pauvreté absolue vers la fin du siècle. Cela veut dire concrètement l'élimination de la malnutrition et de l'analphabétisme, la réduction de la mortalité infantile et hausser des standards d'espérance de vie au niveau de ceux des nations développées » (Sachs 1990 :11). Cette façon de concevoir la notion de la pauvreté permet également de repenser le discours sur le développement.

III. Critique du développement

Les aspects positifs du microcrédit peuvent être repérés dans les approches Intégration des Femmes au Développement (IFD) et Genre Et Développement, (GED) telles qu'expliquées par Moffat et Stuart (1991). Ces approches analysent comment les femmes peuvent avoir une place dans le développement grâce à leur revenu, parce que nous avons vu que le microcrédit peut être l'un des moyens par lequel elles peuvent satisfaire leurs besoins quotidiens. Par ailleurs, l'autre opinion du développement est évoquée dans les écrits de Sachs (1990), plus particulièrement, ses essais sur « L'archéologie du concept de développement ». Selon l'auteur, en tant qu'impératif, le développement ne signifie rien d'autres que de projeter le modèle américain de société sur le reste du monde, car d'après la vision de Truman, c'est le développement économique, tel que promu par ce modèle qui s'applique à l'exploitation économique des ressources comme la terre, les minéraux et les produits forestiers et au progrès et le bien être. Cette vision économique du développement est remise en cause. En occident, l'économie dicte le mode de vie des communautés comme cité dans Sachs (1990) « l'économie est étroitement liée à la vie et n'a pas été isolée comme une sphère autonome qui peut imposer ses règles et ses rythmes au reste de la communauté. Mais en occident, seul l'économie dicte le drame ou chacun doit jouer un rôle » (Sachs 1990 : 22).

En tant qu'hégémonie occidentale, le développement tient compte seulement du discours occidental et s'identifie par rapport au sous-développement. Il ne peut exister sans domination. Cette seule vision d'un seul monde s'explique par le fait d'unifier le monde en passant par l'occidentalisation de la culture. L'auteur intervient également avec le paradoxe du développement en dénonçant que ce dernier a créé des richesses à travers son modèle économique qui n'est autre que l'exploitation des ressources, mais en même

temps, il ne peut le faire sans pénurie des ressources et de la crise environnementale, notamment la pollution, le bruit, les effets de serre (Sachs 1990 :19). C'est dans ce contexte qu'il le soutient comme un concept vide par le fait qu'il permet à toute invention d'être sanctifiée au nom d'un objectif supérieur et l'évolution. Rappelons que selon ce dernier, le développement suggère qu'on juge les autres mondes en fonction de ce qui leur manque et il fait obstacle à la richesse des alternatives indigènes qui pourrait être une source d'aspiration. Contrairement à cette vision, mes recherches sur les femmes entrepreneures de Goma et leurs ONG démontrent une vision favorable du développement par ce que les femmes entrepreneures souhaitent trouver leur propre place dans une économie marchande.

IV. Lien entre le microcrédit et le développement des femmes

Mes recherches auprès de ces deux ONG démontrent que la notion d'*empowerment* des femmes est forcément liée au développement par le fait que le microcrédit est considéré comme le programme de développement des femmes. Ce développement prend une dimension de l'*empowerment* socioéconomique. Selon le responsable de la CECREAM, le microcrédit est important pour la communauté de Goma parce que les personnes touchées par la pauvreté peuvent s'en servir afin d'améliorer leurs conditions des vies. Cette façon de percevoir le microcrédit s'inscrit dans le paradigme de la réduction de la pauvreté. Bien que la question d'*empowerment* soit rarement abordée, ce dernier a mentionné l'importance de ne pas associer le développement des femmes à travers les pratiques des microcrédits aux transformations des rapports hommes/femmes car les inégalités entre les sexes font parties des réalités culturelles.

En tenant compte des analyses de Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995), les organisations financières des femmes peuvent être interprétées comme des agences locales de développement. Dans cette logique, elles passent pour s'adresser aux destinataires du développement, en l'occurrence les femmes qui sont des actrices pour leur propre changement social. Il faut rappeler que ce changement ne vise pas le bouleversement des rapports entre maris et femmes, mais plutôt l'amélioration des vies par le biais de la réduction de la pauvreté. Ces agences leur font passer le message « technique » qui peut être interprété comme des savoirs populaires transmis aux femmes par le canal des programmes de formation, par le fait qu'elles se présentent sous forme de « populations-cibles ». En tant qu'agences de développement, leurs organisations financières jouent un rôle stratégique dans ce processus de changement social.

En tant que responsable de la CECREAM, Mr. Lwanga est en effet le courtier local du développement car il m'a avoué l'importance d'impliquer des bailleurs de fonds extérieurs afin de relancer les programmes de prêts qui ne fonctionnent presque plus à cause de la crise financière mondiale. Selon Olivier de Sardan (1995), les courtiers sont des acteurs qui sont le produit d'histoire locale, et fonctionnent à l'intérieur des réseaux. Olivier de Sardan explique que l'appartenance à ces réseaux permet la mobilisation des contacts sociaux extérieurs à la communauté locale et aux appartenances lignagères et familiales. Ces courtiers sont reliés directement et régulièrement à des partenaires européens ou nord-américains qui sont les bailleurs de fonds (Olivier de Sardan 1995 :160-161).

Puisque les activités des femmes sont connectées à leur propre développement, expliqué en termes de la réduction de la pauvreté, la socio-anthropologie du changement

social analyse ces dernières comme des groupes sociaux qui sont actrices dans la transformation de leur milieu social. Mes observations du terrain démontrent également que ces courtiers locaux du développement représentent ces femmes vis-à-vis des structures d'appui et de financement extérieur comme nous l'explique Olivier de Sardan (1995). La théorie de stratification des rapports sociaux des sexes de Blumberg (1995) a permis d'expliquer comment le microcrédit peut aider les femmes à intervenir dans le développement durable à travers leurs activités génératrices des revenus. Le cas des femmes de la coopérative CECREAM fait voir que le microcrédit est un outil dont elles peuvent s'approprier dans le but d'avoir accès au développement, qui est aussi compris comme leur *empowerment* socio-économique, c'est-à-dire, la capacité de générer des revenus et d'en prendre contrôle.

V. Divergence d'opinions sur l'approche microcrédit

a) Selon le point de vue des femmes de la CECREAM

La plupart des clientes et membres de la CECREAM ont une opinion favorable envers cette dernière, malgré la déception qu'ont certaines clientes sur le fonctionnement du microcrédit. Lors des entretiens avec ces dernières, certaines d'entre elles m'ont expliqué que les problèmes auxquels font face leur ONG sont attribuables à la crise financière mondiale. Cela a été également mentionné par le responsable de la CECREAM et les mamans commerçantes et participantes au premier focus group. Selon ces derniers, l'économie de Goma dépend des ventes des minerais (coltan, or et la cassitérite) et les acheteurs sont des investisseurs étrangers qui viennent injecter des dollars dans la région en achetant ces produits. Certaines autres ont dit avoir une opinion favorable sur les services tels que les prêts Habitats et scolaires, même si elles ne les ont pas encore reçus.

Selon ces informatrices, leur coopérative est leur unique source de revenu parce que c'est grâce à cette dernière qu'elles ont accès aux prêts et font des petits commerces afin de subvenir à leurs besoins personnels ainsi que ceux de leur famille.

Malgré la déception affichée par certaines clientes envers leurs organisation financière, comme il en ait des cas de Natalie et Silvie à qui les épargnes sont encore bloquées dans leur coopérative, d'autres pensent que c'est la crise financière qui l'affecte, et le manque de financement de certains projets tels qu'Habitat, l'assurance maladie et le crédit scolaire est attribuable à certains membres qui ont pris le risque de s'endetter et ne sont plus capable de rembourser le principal, et ceux qui ne parviennent pas à le faire dans la limite de temps alloué. Toutefois, ces dernières ont mentionnées que la CECREAM est mieux par rapports à d'autres ONG de microfinance dans la ville, parce qu'elle est flexible en termes de remboursement. Elles sont conscientes des difficultés auxquelles font face leur organisation financière et gardent l'espoir en comptant sur l'implication des bailleurs de fonds internationaux.

b) Selon le point de vue des femmes de l'association Vie Meilleure

La majorité des informatrices m'ont informé d'être déçues par l'approche du microcrédit, connu sous le nom « Mukopo », telle que pratiquée par la CECREAM dont elles sont membres à travers le partenariat. Il faut rappeler que cette approche oblige les membres à épargner, c'est-à-dire laisser l'argent sur le compte épargne pendant au moins trois mois et garantir le tiers du prêt à la coopérative avant d'octroie du prêt. Par conséquence, elles ont mentionné la tontine comme alternative au microcrédit. Elles m'ont avoué qu'elles préféreraient les pratiques de tontine suite au manque de clartés sur l'approche qui leur avait été proposée, dès leur adhésion, par rapport à celle qui est

actuellement pratiquée. Il faut rappeler que pour chaque tour de versement, l'un des participants est désigné pour être le bénéficiaire des fonds des autres participants.

Selon une participante de la réunion de groupe de cinq femmes de l'Association Vie Meilleure, et qui a aussi expérimentée des blocages des fonds chez CECREAM, cette dernière manque d'honnêteté et c'est la raison pour laquelle qu'elle s'oppose au partenariat entre les deux ONG. D'ailleurs, une des informatrices, Sophia avec qui j'ai eu une entrevue individuelle, a dit de ne pas avoir eu de l'aide quand elle en avait besoin car son mari et elle font le commerce des produits agricoles (patate douce, banane plantain, pomme de terre, Choux) et que pour augmenter leur capital, ils ont dû faire recours à la CECREAM, mais le dépôt exigé par cette dernière ne leur permettait pas d'avoir accès au prêt.

À l'exception des difficultés reliées à l'accès au crédit, sur neuf femmes de l'Association Vie Meilleure rencontrées, seulement cinq ont dit avoir contrôle sur les profits tirés de leurs activités commerciales. Cependant, quatre autres ont mentionné d'avoir conjointement le contrôle sur les profits générés avec le mari, à l'exception d'une de ces femmes qui expliquait que c'est son mari qui s'en charge par le fait qu'il est aussi impliqué dans le commerce considéré comme la seule source du revenu familial. Même si la notion d'*empowerment* reste méconnue pour ces femmes, leur autonomie financière dans leurs activités génératrices de revenus peut être interprétée comme une forme d'*empowerment* socioéconomique.

c) Le courtier et les membres du personnel

Selon le directeur de la CECREAM, les programmes microcrédits offerts par son ONG s'inscrivent dans le paradigme de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration

des conditions des vies de ses membres. C'est dans ce contexte qu'en plus des microcrédits, son organisation financière a mis en place d'autres programmes de microfinance tels que le crédit scolaire qui s'inscrit dans la lutte contre l'analphabétisme, les assurances maladies et le crédit du logement, malgré que les femmes rencontrées ont dit de n'avoir pas bénéficié de ces services. Les pauvres visés sont, selon lui, les personnes affaiblies, surtout après la guerre, les hommes comme les femmes.

Pour bénéficier des microcrédits selon ce dernier, il faut avoir une activité génératrice de revenu, vérifiable par l'ONG avant l'octroi du prêt. Ensuite, il faut ouvrir un compte courant ou épargne et y laisser ses épargnes pendant au moins trois mois avant d'être admissible au premier prêt et enfin, garantir le principal avec le tiers du prêt. Il donne plus la priorité aux prêts individuels qu'au groupe. Lorsque je lui ai posé la question sur certaines personnes pauvres qui ne peuvent pas avoir de dépôt, si nous devons définir la pauvreté en termes de manque de ressources financières, il me répondra comme cité : « les gens sans revenu sont identifiés comme des paresseux car il y a toujours les possibilités de faire des petits travaux (construction ou aide domestique) afin d'avoir un petit dépôt si on veut avoir accès au prêt ».

Selon le membre du personnel masculin de la CECREAM, je cite « les microcrédits sont utiles par le fait qu'ils jouent un rôle dans la réduction du chômage causé par l'éruption de volcan et les différentes guerres qui ont eu lieu dans la région, et qui ont fait que les gens se sont retrouvés sans rien, et donc, CECREAM a aidé ». Selon ce dernier, la clientèle fait partie de toutes les caractéristiques notamment les hommes, les jeunes femmes, les mamans, les étudiants et les militaires. Cependant, la plupart des clients sont des pauvres, des personnes sans revenu, selon sa perception de la pauvreté.

Selon lui, le chômage a joué un rôle dans la responsabilité de la charge familiale car certains hommes ne sont plus vus comme des pourvoyeurs dans leur maisonnée. Mais les femmes le sont devenues grâce au microcrédit. Malgré la crise au sein de leur organisation financière, comme ils me l'ont tous avoué, le personnel du guichet Katindo reconnaît l'importance de la clientèle féminine parce que selon lui, les femmes fonctionnent avec des petits prêts et font des petits commerces, cette méthode est privilégiée au sein de l'organisation financière. En ce qui concerne le remboursement, les femmes sont privilégiées parce qu'elles ne présentent aucun risque, et en cas de problèmes, il y a toujours des arrangements qui sont faits avec la cliente. Le tableau suivant indique aperçu des prêts octroyés aux femmes membres de la CECREAM.

Tableau 7 : Prêts alloués aux clientes de la CECREAM (N=18)⁵

Membre	Prêt en dollar\$ US	Remboursement		Durée de remboursement
		mensuel	Montant	
(1)	3000\$	1/4 du prêt et 2% intérêt.	765\$	4 mois
(2)	50\$	1/5 du prêt	10\$	5 mois
(3)	En attente			
(4)	20\$	1/4 du prêt sans intérêt	5.1\$	4 mois
(5)	1500\$	1/4 du prêt et 2% intérêt	380.5\$	4 mois
(6)	2000\$	1/4 du prêt et 2% intérêt	550\$	4 mois
(7)	600\$	1/6 du prêt et 2% intérêt	102\$	6 mois
(8)	200\$	1/4 du prêt et 2% intérêt	54\$	4 mois
(9)	Non spécifié	1/4 du prêt et 2% intérêt	Non spécifié	Avant la date limite
(10)	Non spécifié	1/4 du prêt et 2% intérêt	Non spécifié	Avant la date limite
(11)	Non spécifié	1/4 du prêt et 2% intérêt	Non spécifié	Avant la date limite
(12)	Non spécifié	1/4 du prêt et 2% intérêt	Non spécifié	Avant la date limite

⁵ Nombre total des membres de la CECREAM qui ont reçus des prêts

(13)	Non spécifié	1/4 du prêt et 2% intérêt	Non spécifié	Avant la date limite
(14)	50\$	1/4 du prêt et 2% intérêt	12.75\$	4 mois
(15)	12\$	1/3 du prêt et 0.25% int.	4.1\$	4 mois
(16)	300\$	1/4 du prêt et 2% intérêt	76.5\$	4 mois
(17)	100\$	1/4 du prêt et 2% intérêt	25.5\$	4 mois
(18)	50\$	1/4 du prêt et 2% intérêt	12.75\$	4 mois

Comme on peut le constater, ce tableau nous indique le montant de prêt octroyé par chacune des clientes, le mode de remboursement, le montant à verser mensuellement et la limite de temps allouée pour rembourser la totalité du prêt. Par ailleurs, il faut également noter que dans certains cas, le système d’acquittement du prêt est flexible et compréhensif.

En ce qui concerne le contrôle sur le prêt, sur dix-huit femmes rencontrées de la CECREAM, seule l’une d’elles a dit qu’il est contrôlé en couple, c’est-à-dire que le mari peut aussi prendre une décision sur les investissements de l’argent dans le commerce de sa femme et cela semblait convenir l’interviewée car c’est son mari qui a fait le dépôt pour avoir le prêt. Le reste des informatrices ont dit qu’elles contrôlaient les prêts tout comme les profits générés soit parce qu’elles n’étaient pas mariées (les veuves, jeune fille ou femmes seules), ou soit encore leur conjoint ne s’impliquaient pas dans le commerce jugé comme affaire de femmes. Cette autonomie face à leur prêt peut être analysée comme une forme d’*empowerment* socioéconomique pour les femmes. Ceci indique la différence entre les femmes bangladaises et les congolaises.

Selon l’informatrice et membre du personnel de la CECREAM, je cite « lorsque cet ONG avait connu du succès, il y a de cela une année, les femmes faisaient des vas et

viens en termes des versements et des retraits, et elles avaient souvent deux comptes notamment l'épargne où l'argent étaient bloqué pendant une courte période déterminé, et le courant où elles pouvaient le retirer quand elles le voulaient. Selon elle :

« La majorité de la clientèle du guichet, que l'on identifie comme le siège social de l'ONG, sont des hommes fonctionnaires de l'État qui ont souvent un salaire irrégulier, les enseignants des institutions scolaires publiques, et les femmes commerçantes souvent appelées les mamans commerçantes propriétaires des boutiques et des détaillantes ».

Il ya également la catégorie de la clientèle qu'elle identifie de « basse classe », celle que l'ONG vise pour lutter contre la pauvreté et dont les risques de non remboursement sont plus élevés, surtout les femmes car elles savent qu'ont a souvent pitié d'elles. Lorsque j'ai posé la question sur comment les femmes sont privilégiées, elle répondu que c'est à travers l'approche compréhensive adoptée par son ONG vis-à-vis de sa clientèle féminine.

La recherche effectuée auprès des femmes de Goma pratiquantes du microcrédit et leurs organisations financières démontre que malgré ces différentes tendances et opinions, nous pouvons affirmer pour le cas de ces femmes que le microcrédit est un outil qu'elles peuvent s'approprier pour trouver une place dans le développement. Leurs expériences démontrent qu'elles ne subissent pas l'*empowerment* de la part de leurs organisations financières, mais elles sont agencées dans le processus de leur propre *empowerment*, elles sont agentes de développement et sont actrices de leur propre changement social. La théorie de stratification de rapports sociaux des sexes telle qu'analysée par Blumberg (1995) est applicable pour le cas de ces femmes si on tient compte des priorités des femmes dans leurs activités génératrices de revenus. On y repère une mise à l'évidence l'une des hypothèses selon la quelle le revenu contrôlé par les

femmes sert à l'éducation des enfants, la nutrition, la santé et le logement. Ceci se maintient dans leur bien-être ainsi que celui de leur famille entière. Le cas des femmes étudiées montre, également, le lien qui existe entre le microcrédit, la réduction de la pauvreté, l'*empowerment* socioéconomique et le développement. Ainsi, mes recherches sur le terrain démontrent que le microcrédit peut être interprété comme un outil que les femmes peuvent s'approprier dans le but de se faire une place dans le développement.

Annexe 1

Profil des participantes à la recherche pour la CECREAM (N=18)

Religion	Type d'entrevue	# d'année dans l'org. Financière	Activités	Produits/ articles	Statut marital	Heures d'activités par jour	# des personnes en charge	Âge	Niveau d'éducation
1.Catholique	Individuelle	2 ans	Vente détail	Vêtement denrées aliment.	Mariée	5	9	50	Graduée Collégiale
2.Protestante	Individuelle	2 ans	vente détail	Lait	Veuve	8	4	38	n'a pas étudié
3.Musulmane	Individuelle	1 année et 6 mois	vente détail	Carburant	Mariée	11	11	30	1 année Secondaire
4.Protestante	Individuelle	2ans	vente détail	Lait	Mariée	10	5	19	4 ans Primaire
5.Catholique	Individuelle	1 année et 8 mois	vente détail	vêt. Enfants	Célibataire	8	5	32	6 années Secondaire
6.Musulmane	Individuelle	2 ans	Restauratrice	Menu divers et boissons gazeuses	Mariée	11	14	43	3 ans Secondaire
7.Protestante	Individuelle	2 ans	Couturière	Divers Vêtements	Mariée	8	12	40	Diplômé Secondaire
8.Protestante	Individuelle	2 ans	Vente détail	Denrées Aliment.	Mariée	10:30	6	35	3 ans Secondaire
9.Catholique	Groupe #1	2ans	Vente en gros	Poissons salés	Célibataire	8	8		
10.Protestante	Groupe#1	2ans	Vente en gros	Poissons salés	Mariée	8	13		
11.Protestante	Groupe#1	2ans	Vente en gros	Poissons salés	Mariée	8	11		

12.Protestante	Groupe#1	2ans	Vente en gros	Poissons salés	abandonnée par Mari	8	7		
13.Protestante	Groupe#1	2ans	Vente en gros	Poissons salés	Mariée	8	10		
14.Protestante	Groupe #2	1 année	vente détail	Aliments	Célibataire		4	16	3 ans Primaire
15.Protestante	Groupe#2	6 mois	vente détail	beignets	Veuve		6	52	1 année second.
16.Protestante	Groupe#2	2 ans	Vente détail	Aliments	Mariée	11	11	45	4 ans secondaire
17.Protestante	Groupe #2	1 année	vente détail	Pétrole et aliments	Mariée		9	35	3 ans secondaire
18.Protestante	Groupe #2	1 année	vente détail	Boissons gazeuses	Mariée		5	40	4 ans Primaire

Annexe 2

Profil des participantes à la recherche pour l'Association Vie Meilleure (N=9)

Religion	Type d'entrevue	Année ds l'org.financ.	Activités	Produits/ articles	Statut marital	Heures d'activités par jour	# des personnes en charge	Âge	Niveau d'éducation
1.Catholique	Individuelle	1 année et 5 mois	vente détail	Fruits et légumes	Mariée	12	16	38	2 ans second.
2.Catholique	Individuelle	2 ans	vente détail	épices et tomate	abandonnée par Mari	11	4	30	Diplômé second.
3.Catholique	Individuelle	2 ans	Vente gros	Huile et Farine Mais	Mariée	9	8	44	3 ans Second.
4.Protestante	Individuelle	1 année	Restauratrice	boissons et frites	Mariée	10	10	31	2 ans second.
5.Témoins le Jéhovah	Groupe #3	1 année et 8 mois	vente détail	épices et poissons	Veuve	11	7	28	6 ans second.
6.Protestante	Groupe #3	1 année et 8 mois	vente détail	épices et Huile	Mariée	12	8	26	2 ans second.
7.Catholique	Groupe #3	1 année et 8 mois	vente détail	épices et poissons	Mariée	11	6	27	1 année second.
8.Catholique	Groupe #3	1 année et 8 mois	vente détail	épices et arachides	Mariée	12	6	25	3 ans Second.
9.Catholique	Groupe #3	1 année et 5 mois	vente détail	épices et tomates	Mariée	10	5	24	5 ans second.

Annexe3

Entrevues avec les femmes membres des ONG CECREAM et Association Vie Meilleure

1. Depuis combien de temps êtes-vous membre de votre organisation financière?
2. Comment accédez-vous au programme de prêt?
3. Quels sont les activités principales de votre entreprise?
4. Comment le programme micro finance contribue à subvenir à vos besoins quotidiens?
5. Avez-vous contrôle sur les profits générés?
6. Dépensez-vous votre argent pour vos besoins personnels ou ceux de votre ménage?
7. Comment conciliez-vous vos activités commerciales avec d'autres tâches domestiques?
8. Comment allouez-vous le temps à votre commerce ?
9. Où allez-vous chercher vos marchandises?
10. Comment organisez-vous pour la garde des enfants pendant votre absence?
11. Comment parvenez-vous à rembourser votre prêt dans la limite de temps qui vous est alloué?
12. Quelle est votre opinion sur votre Coopérative?
13. Quels sont les inconvénients du programme micro finance?
14. Y a-t-il d'autres alternatives au micro finance?
15. Êtes-vous marié?
16. Combien des personnes y a-t-il dans votre maisonnée?
17. Quel est votre âge?
18. Quel est votre niveau d'éducation?
19. Quel est votre religion?

Annexe 4

Interview avec le membre du personnel des ONG CECREAM et Association Vie Meilleure

1. Depuis combien de temps que votre ONG fonctionne?
2. Quelle est l'importance de votre organisation financière pour la communauté de Goma?
3. Quelle est votre clientèle?
4. Quel type de service offrez-vous à vos clients membres?
5. En tenant compte des caractéristiques sociodémographiques, comment identifiez-vous vos clientes?
6. Quelle place occupent les femmes au sein de votre ONG?
7. En quoi votre organisation financière leur est utile?
8. Quel est le meilleur moyen d'entrer en contact avec les femmes (par téléphone mobile, cellulaire, au Siège social de l'ONG, à leur domicile ou leur place de commerce?)
9. Comment fonctionne le service de prêt?
10. Quels sont les aspects positifs et négatifs à travailler avec les femmes?

Annexe 5

Formulaire de consentement

Microcrédit : Outil de développement pour les femmes de Goma dans la République Démocratique du Congo.

Béatrice Tambwe, étudiante à la maîtrise, sous la supervision du professeur Scott Simon au département de sociologie et anthropologie de l'Université d'Ottawa, mène une étude nommée ci haut.

L'objectif de cette recherche est d'explorer comment l'approche microcrédit peut être interprétée comme un outil de réduction de la pauvreté de femmes. Le but est d'examiner l'implication des femmes membres des ONG locaux en l'occurrence la CECREAM (Coopérative d'Épargne et de Crédit Agricole-Mutuelle) et l'Association Vie Meilleure dans les microcrédits ainsi que l'importance qu'elles accordent à des telles activités.

Cette recherche sera bénéfique pour moi-même, pour les participantes, les femmes bénéficiaires des microcrédits et pour les courtiers responsables de leurs organisations financières car elle contribuera à la littérature dans le domaine de développement des femmes en plus, elle fournira des informations sur l'implication des femmes dans le microcrédit.

Ma participation consistera essentiellement à participer à des séances d'entrevues pour une durée d'une à 2 heures chaque séance/intervention pendant lesquelles je répondrai aux questions liées à mon implication dans le microcrédit ou de participer à des réunions de groupe. Les séances sont prévues pour lieu,..... dateet heure On me demandera également de participer à des entrevues ou à des réunions de groupe.

Je comprends que puisque ma participation à cette recherche implique que je donne de l'information personnelle, il est possible qu'elle crée des risques possibles d'inconfort émotionnel, psychologique, physique, social, économique ou autre. J'ai reçu l'assurance du chercheur que tout se fait en vue de minimiser ces risques.

Pour anéantir ces types d'inconvénients reliés à la participation à l'étude, confidentialité des réponses et l'anonymat de participantes sont garantis.

La chercheure, Mme Béatrice Tambwe espère qu'à travers la publication de cette étude, des meilleures politiques peuvent être publiées sur le microcrédit comme programmes de développement des femmes. Une copie de la thèse sera soumise aux organisations financières afin que les femmes membres et clientes puissent y tirer des avantages pour soit améliorer leurs activités génératrices de revenu. Une copie de la thèse sera également distribuée aux participantes sur demande.

Pour ces raisons de confidentialité et de sécurité, seuls les noms fictifs, pseudonymes seront utilisés. Aucune donnée ne relèvera l'identité des participantes.

Pour assurer la confidentialité des réponses, les informations fournies seront gardées à un endroit secret au domicile de la chercheure ainsi que dans le bureau du directeur de projet pour une durée maximale de 10 ans et seront détruites après cette période. La chercheure assure que les informations fournies ne seront utilisées qu'à des fins de publication et de recherche. Seul la chercheure et son directeur de thèse auront accès à ces informations. Mon nom ne sera pas dévoilé et un nom fictif sera utilisé pour garantir mon anonymat.

Une compensation est offerte sous forme de 2 ustensiles d'une valeur de \$5 pour chaque participante (Cuillères de la cuisine et fourchettes en acier et plastique)

Ma participation à la recherche est volontaire et les participantes je suis libre de me retirer en tout temps, et/ou refuser de répondre à certaines questions, sans subir de conséquences négatives.

Je,....., suis invitée à participer a l'étude sur le microcrédit comme outil de développement des femmes de Goma dans la République Démocratique du Congo et Je.....accepte de participer à cette étude décrite plus haut menée par Béatrice Tambwe sous la supervision du professeur Scott Simon.

Pour tout renseignement additionnel concernant cette étude, je peux communiquer avec le chercheur ou son superviseur au

Pour tout renseignement sur les aspects éthiques de cette recherche, je peux m'adresser au Responsable de l'éthique en recherche.

Il y a deux copies du formulaire de consentement, dont une copie que je peux garder.

Signature du participant: Date:

Témoin (nécessaire dans le cas où le participant serait illettré, aveugle, etc.):

Signature..... Date:

Signature du chercheur: Date:

Annexe 6

Liste des abréviations

AVM	Association Vie Meilleure
CECREAM	Coopérative de crédits agricoles et mutuel
GED	Genre et développement
B G	Banque Grameen
JBT	Jamii Bora Trust
IFD	Intégration des femmes au développement
M C	Microcrédit
MF	Microfinance
MONUC	Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
NIAID	National Institute of Allergy and Infectious Diseases
ONG	Organisation non gouvernementale
ULPG	Université Libre des Pays des Grands Lacs
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation
UNICEF	Le Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNIGOM	Université de Goma

Bibliographie

- Amin, Ruhul, Stan, Becker, et Abdul, Bayes (1998). "NGO Promotes Micro-credit and Women's Empowerment in Rural Bangladesh: Quantitative and Qualitative Evidence." *Journal of Development Areas* 32 (2): 221-236.
- Awori, Thelma (1995). "Training Issues: Women in Micro- and Small- Scale Enterprises in Africa". Pp. 101-149 dans Louise Dignard and José Havet (éd.), *Women in Micro-and Small-Scale Enterprise Development*. Boulder: Westview Press
- Berg L. Bruce (2004). *Qualitative Research Methods for the Social Sciences*. Boston: Pearson Education Inc.
- Bompangue, Didier Giraudoux Patrick, Handschumacher, Pascal, Piarroux, Martine, Sudre, Bertrand, Ekwanzala, Mosiana et Kebeya, Ilunga (2008). "Lakes as source of cholera outbreaks, Democratic Republic of Congo." *Emerging Infectious Diseases* 14 (5) : 798-800.
- Boserup Esther (1983). « La femme face au développement économique ». *Revue Scientifique* 24 (95) : 698-699.
- Blumberg L. Rae (1995). *Engendering wealth and well-being : empowerment for global change*. Boulder : Westview Press.
- Chambers, Robert (1995). "Poverty and livelihoods : whose reality counts?." *Environment and Urbanization* 7 (1): 173-204.
- Coopérative d'Épargne et de Crédit Agricole-Mutuelle. Siège Sociale, Ville de Goma en R D Congo, Commune de Karisimbi, Quartier Murara, office 1.
- De Soto, Hernando (1989). *The Other Path*. New York: Basic Books.
- Forum mondial sur l'éducation (2000), page d'accueil (www.unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/dakfram_fr.shtml), page consultée le 13 février 2010
- Goetz A.M., Sen Gupta R. (1996). "Who takes the credit? Gender, power and control, over loan use in rural credit programs in Bangladesh." *World Development*, 24 (1): 45-63.
- Guérin, Isabelle et Jane Palier (2005). « Empowerment, self-help groups et solidarité démocratique en Inde ». Pp. 129-158 dans Guérin, Isabelle, Kamala Marius-Gnanou, Thierry Pairault et Jean-Michel Servet (ed), *La microfinance en Asie : entre traditions et innovations.*, Paris, Karthala.
- Hashemi Syed, Sidney Ruth Schuler et Ann Riley (1996). "Rural Credit Programs and Women's Empowerment in Bangladesh." *World Development* 24 (4) : 635-653.

Hofmann, Elisabeth et Marius-Gnanou Kamala (2003). « Le microcrédit pour les femmes pauvres : Solution miracle ou cheval de Troie de la mondialisation? État du débat » Pp.215-237 dans *Regards de femmes sur la globalisation*, Paris, Karthala.

Hofmann, Elisabeth et Marius-Gnanou Kamala (2005). « Empowerment et microfinance en Inde ». Dans Guérin, Isabelle, Kamala Marius-Gnanou, Thierry Pairault et Jean-Michel Servet. *La microfinance en Asie*. Paris, Karthala

Jamii Bora Trust (2010). « Information and Financial position », Nairobi, Kenya, en ligne à
à
(<http://www.jamiiibora.se/Docs/Jami%20B%20Scandinavia%20Ek%20F%20presentation.doc>, et http://www.unitus.com/sections/partners/partners_ken_jamii.asp), pages consultées le 8 Février 2010.

Kabeer, Naila (2005). *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et les objectifs du millénaire pour le développement*. Ste-Foy (Qué), les presses de l'Université Laval.

Kabeer, Naila (2001). “ Conflicts over Credits: Re-evaluating the *Empowerment* Potential of Loans to Women in Bangladesh,” *World Development* 29 (1) : 63-84

Le Bossé, Yann (2003). «De l'« habilitation » au « pouvoir d'agir » : vers une appréhension plus circonscrite de la notion de l'empowerment », *Nouvelles Pratiques Sociales* 16 (2) : 30-51.

Mayoux, Linda (2000). “ Micro-Finance and the Empowerment of Women: Review of key Issues,” IFLIP (the Impact of Financial Sector Liberalization on the poor) Working Papers, No. 23, International Labour Organization, Geneva, en ligne à www.ilo.org/public/english/employment/finance/papers/ayoux.htm, page consultée le 28 Février 2010

Mayoux, Linda (2006). “ Women Empowerment Through Sustainable Micro-Finance: Rethinking ‘Best Practice’” en ligne à www.genfinance.net, page consultée le 5 Mars 2010

Ministère de la santé de la République démocratique du Congo (2005). « Stratégie de renforcement du système de santé ». En ligne à <http://www.nyankunde.org/SRSS%20VERSION%20FINALE.pdf>, page consultée le 21 Mars 2010

Moffat L. Geadah et Ricky Stuart (1991). *Un autre genre de développement*. Ottawa, CCIC, Match International et AQOCI.

Mukisya, Olivier (2009). «Nord-Kivu : acheter des parcelles à plusieurs pour habiter en ville», *Syfia Grands Lacs/ RDC*, no 1622, Décembre 2009, en ligne à (<http://www.syfia-grands-lacs.info/index.php5?view=articles&action=voir&idArticle=1622>), page consultée le 25 mars 2010

National Institute of Allergy and Infectious Diseases (2002). «Paludisme: une percée dans le décryptage du génome du parasite responsable», Page d'accueil, en ligne à <http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Paludisme>, page consultée le 23 mars 2010

Ndoole, Patient « Goma : les immeubles à louer sont rares et chers », *SyfiaGrands Lacs/RDC*, no 743, Août 2007 en ligne à (<http://syfia-grands-lacs.info/index.php5?view=articles&action=voir&idArticle=743>) page consulté le 26 mars 2010

Nkakleu, Raphaël (2006). «La tontine d'entreprise au service des compétences collectives en Afrique: une étude de cas» Pp. 1-13, en ligne à http://web.hec.ca/airepme/images/File/2006/109_Latontine.pdf, page consultée le 3 Mars 2010

Olivier de Sardan, Jean-Pierre (1995). *Anthropologie et développement, Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris : Karthala.

Palier, Jane (2001). *Les pratiques urbaines de la microfinance indienne : de l'efficacité à la paternité*, mémoire de DEA d'économie, Université de Lyon-2.

Parmar, Aradhana (2003). "Micro-credit, Empowerment , and Agency: Re-Evaluating the Discourse." *Canadian Journal of Development Studies* 24 (3): 461-476.

Programme des Nations Unies pour le développement humain(2009) (http://hdrstats.undp.org/fr/countries/data_sheets/cty_ds_COD.html) page consultée en Janvier 2010

Reza, Hassan (2003). " When Culture Trumps Ideology : Micro-Entreprise and the empowerment of women in Bangladesh." *Revue canadienne d'études du développement*, 24 (3) : 439-459.

Sen, Amartya (2000). *Un nouveau modèle économique*. Paris : Edition Odile Jacob.

Servet , Jean-Michel, « Les limites du microcrédit », *Alternatives Économiques* no 253, Décembre 2006, p.70, en ligne à www.alternatives-economiques.fr/les-limites-du-microcredit_fr_art_206_24315.html, page consultée en le 10 Février, 2010

Sommet mondial du microcrédit d'Halifax (2006), en ligne à (<http://www.globalmicrocreditssummit2006.org/index.php?lang=fr>) pages consultés en janvier 2009.

Sow, Fatou (1986). « Femmes africaines, emploi et division internationale du travail : le cas du Sénégal ». *Travail, capital et société* 19 (2) : 200-217.

Tsongo, Mafikiri, « guerre et système d'éducation à l'est de la République Démocratique du Congo », Conférence de la CRÉE, Université Laval, le 30 Avril 2009, page d'accueil www.fse.ulaval.ca/faculte/comm/agenda?no_evenement=208, page consultée le 12 Février 2010.

UNESCO Institute for Statistics (2006), Literacy and Non Formal education Section, en ligne à <http://stats.uis.unesco.org/ReportFolders/reportfolders.aspx> , page consulté en Janvier 2010

Université de Goma (UNIGOM), en ligne à <http://www.unigom.fr.nf>, page consultée le 15 Février 2010

Université Libre des Pays de Grands Lacs (ULPG), en ligne à <http://www.ulpgl.net/presentation/campusetfac.htm>, page consultée le 15 Février 2010

Ville de Goma, en ligne à <http://fr.wikipedia.org/wiki/Goma>, page consulté en Janvier 2010

Wolfgang, Sachs (1990). « L'archéologie du concept de développement », *Interculture* No 109, 23 (4) : p.1- 41

Yunus, Muhammad (2006). *Vers un monde sans pauvreté*. Paris : JC Lattès.